

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-NEUVIÈME LÉGISLATURE

Commission des transports et de l'environnement

Rapport

Étude détaillée du projet de loi n^o 71, Loi modifiant de
nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres
dispositions législatives

(Texte adopté avec des amendements, dont un au titre)

Procès-verbaux des séances des 15 avril, 3, 8, 9 et 10 juin, 6 et
7 décembre 2010

Dépôt à l'Assemblée nationale :
n^o 1963-20101208

QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE SÉANCE, LE JEUDI 15 AVRIL 2010	1
ORGANISATION DES TRAVAUX	2
REMARQUES PRÉLIMINAIRES	2
ÉTUDE DÉTAILLÉE.....	2
DEUXIÈME SÉANCE, LE JEUDI 3 JUIN 2010	7
ORGANISATION DES TRAVAUX	8
ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)	8
TROISIÈME SÉANCE, LE MARDI 8 JUIN 2010	13
ORGANISATION DES TRAVAUX	14
ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)	14
QUATRIÈME SÉANCE, LE MERCREDI 9 JUIN 2010.....	18
ORGANISATION DES TRAVAUX	19
ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)	19
CINQUIÈME SÉANCE, LE JEUDI 10 JUIN 2010	22
ORGANISATION DES TRAVAUX	23
ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)	23
SIXIÈME SÉANCE, LE LUNDI 6 DÉCEMBRE 2010	26
ORGANISATION DES TRAVAUX	27
ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)	27
SEPTIÈME SÉANCE, LE MARDI 7 DÉCEMBRE 2010	35
ORGANISATION DES TRAVAUX	36
ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)	36
REMARQUES FINALES	44

ANNEXES

- I. Amendements et sous-amendement adoptés
- II. Amendements retirés ou rejetés
- III. Liste des documents déposés

Première séance, le jeudi 15 avril 2010

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 71 – Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 11 mars 2010)

Membres présents :

M^{me} Doyer (Matapédia), présidente

M. Bergeron (Verchères), porte-parole de l'opposition officielle en matière de transports, en remplacement de M. McKay (L'Assomption)

M. Boucher (Johnson)

M^{me} Boulet (Laviolette), ministre des Transports

M. Diamond (Maskinongé)

M. Drolet (Jean-Lesage)

M. Grondin (Beauce-Nord)

M. Huot (Vanier), président de séance

M. Ouellette (Chomedey)

M. Reid (Orford)

Autres participants (par ordre d'intervention) :

M. Gervais Corbin, ingénieur, chef de service, Direction du transport routier des marchandises, ministère des Transports

M^{me} Stéphanie Cashman-Pelletier, chef du service des politiques de sécurité, ministère des Transports

M^{me} Johanne St-Cyr, vice-présidente à la sécurité routière, Société de l'assurance automobile du Québec

M. Michel Masse, ingénieur, responsable du service de signalisation, ministère des Transports

M^c Claude Bergeron, Société de l'assurance automobile du Québec

M^c Christine Claraz, Société de l'assurance automobile du Québec

La Commission se réunit à la salle des Premiers-Ministres de l'édifice Pamphile-Le May.

À 12 h 02, M. Huot (Vanier) déclare la séance ouverte.

ORGANISATION DES TRAVAUX

M. le président donne lecture du mandat de la Commission.

M^{me} la secrétaire informe la Commission du remplacement.

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

M^{me} Boulet (Laviolette) et M. Bergeron (Verchères) font des remarques préliminaires.

À 12 h 29, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

À 12 h 29, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 15 heures.

À 15 h 06, la Commission reprend ses travaux sous la présidence de M^{me} Doyer (Matapédia).

ÉTUDE DÉTAILLÉE

Il est convenu de procéder à l'étude détaillée par sujet.

Sujet 1 : Nouveaux résidents (article 2)

Article 2 : Après débat, l'article 2 est adopté.

Sujet 2 : Grands excès de vitesse (articles 16 à 20)

Article 16 : Après débat, l'article 16 est adopté.

Article 17 : Après débat, l'article 17 est adopté.

Article 18 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 1 (annexe I).

L'amendement est adopté.

Après débat, l'article 18, amendé, est adopté.

Article 19 : L'article 19 est adopté.

Article 20 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 2 (annexe I).

L'amendement est adopté.

Après débat, l'article 20, amendé, est adopté.

À 15 h 24 , la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Sujet 3 : Radars photo (article 41)

Article 41 : L'article 41 est adopté.

Sujet 4 : Véhicules lourds et véhicules-outils (articles 28, 29, 32, 36, 37, 42 et 44)

Article 28 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am a (annexe I).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M. Corbin de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement et de l'article 28.

Article 29 : Après débat, l'article 29 est adopté.

Article 32 : Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^{me} Cashman-Pelletier de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 32.

Article 36 : Après débat, l'article 36 est adopté.

Article 37 : Après débat, l'article 37 est adopté.

Article 42 : Après débat, l'article 42 est adopté.

Article 44 : Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 44.

Sujet 5 : Règles pour les piétons et les cyclistes (articles 13, 22, 25, 26, 27, 29.1, 30, 30.1 et 44)

Article 13 : Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^{me} St-Cyr de prendre la parole.

Après débat, l'article 13 est adopté.

Article 22 : Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M. Masse de prendre la parole.

Après débat, l'article 22 est adopté.

Article 25 : Après débat, l'article 25 est adopté.

Article 26 : L'article 26 est adopté.

Article 27 : Après débat, l'article 27 est adopté.

Article 29.1 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am b (annexe I).

Un débat s'engage.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement introduisant l'article 29.1.

Article 30 : Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 30.

Article 30.1 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am c (annexe I).

Un débat s'engage.

À 17 h 09, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement introduisant l'article 30.1.

Sujet 6 : Ajustements techniques et autres mesures de concordance (articles 1.1, 1.2, 1.3, 3, 38, 40 et 46)

Articles 1.1 à 1.3 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 3 (annexe I).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^e Bergeron de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté et les nouveaux articles 1.1 à 1.3 sont donc adoptés.

Article 3 : L'article 3 est adopté.

Article 38 : Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^e Claraz de prendre la parole.

Après débat, l'article 38 est adopté.

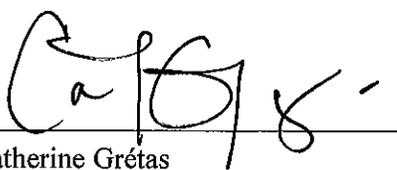
Article 40 : Après débat, l'article 40 est adopté.

Article 46 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 4 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et l'article 46 est donc supprimé.

À 17 h 40, M^{me} la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux sine die.

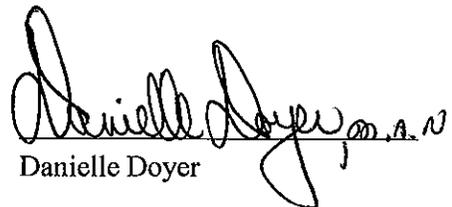
La secrétaire suppléante de la Commission,



Catherine Grétas

CG/mlc

La présidente de la Commission,



Danielle Doyer

Québec, le 16 avril 2010

Deuxième séance, le jeudi 3 juin 2010

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 71 – Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 11 mars 2010)

Membres présents :

M. Bergeron (Verchères), porte-parole de l'opposition officielle en matière de transports, en remplacement de M. McKay (L'Assomption)

M^{me} Boulet (Laviolette), ministre des Transports

M. Boucher (Johnson)

M. Carrière (Chapleau)

M. Drolet (Jean-Lesage)

M. Huot (Vanier)

M. Ouellette (Chomedey)

M. Reid (Orford)

Autre député présent :

M. Bérubé (Matane), président de séance

Autres participants (par ordre d'intervention) :

M^e Claude Bergeron, Société de l'assurance automobile du Québec

M^{me} Johanne St-Cyr, vice-présidente à la sécurité routière, Société de l'assurance automobile du Québec

M. Gaétan Bergeron, chef du service d'ingénierie des véhicules, Société de l'assurance automobile du Québec

M^e Patrick Nolin, Direction des affaires juridiques, ministère des Transports

M. Gervais Corbin, ingénieur, chef de service, Direction du transport routier des marchandises, ministère des Transports

La Commission se réunit à la salle Louis-Joseph-Papineau de l'hôtel du Parlement.

À 19 h 35, M. Bérubé (Matane) déclare la séance ouverte.

ORGANISATION DES TRAVAUX

M. le président donne lecture du mandat de la Commission.

M. le secrétaire informe la Commission du remplacement.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Sujet 7 : Courses de rue, car surfing et action imprudente (articles 7, 23, 23.1, 24, 33, 33.1, 33.2, 34 et 35)

Article 7 : Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^e Bergeron de prendre la parole.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'article 7.

Article 23 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 5 (annexe I).

Un débat s'engage.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement.

Après débat, il est convenu de reprendre l'étude de l'amendement suspendue précédemment.

Il est convenu de permettre à M^{me} St-Cyr de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté.

M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 6 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté.

À 19 h 58, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Il est convenu d'étudier séparément chacun des articles introduits par l'article 23.

Il est convenu d'étudier séparément chacun des articles introduits par l'article 23.

Article 422.1 : L'article 422.1 est adopté.

Articles 422.2 et 422.3 : Les articles 422.2 et 422.3, amendés, sont adoptés.

Article 422.4 : Après débat, l'article 422.4 est adopté.

Article 422.5 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 7 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté.

L'article 422.5, amendé, est adopté.

L'article 23, amendé, est adopté.

Article 23.1 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 8 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 23.1 est donc adopté.

Article 24 : Il est convenu d'étudier séparément chacun des articles introduits par l'article 24.

Article 434.0.1 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 9 (annexe I).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M. Bergeron de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

À 20 h 53, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 25 minutes.

L'amendement est adopté et le nouvel article 434.0.1 est donc adopté.

Article 434.1 : Après débat, l'article 434.1 est adopté.

Article 434.2 : Après débat, l'article 434.2 est adopté.

Article 434.3 : L'article 434.3 est adopté.

Article 434.4 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 10 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 434.4, amendé, est adopté.

Article 434.5 : L'article 434.5 est adopté.

Article 434.6 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 11 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 434.6, amendé, est adopté.

L'article 24, amendé, est adopté.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 7 suspendue précédemment.

Article 7 (suite) : L'article 7 est adopté.

Article 33 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am d (annexe II).

Un débat s'engage.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement et de l'article 33.

Articles 33.1 et 33.2 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am e (annexe II).

Un débat s'engage.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement et des l'articles 33.1 et 33.2.

Article 34 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am f (annexe II).

À 21 h 35, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Un débat s'engage.

À 21 h 42, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 5 minutes.

Il est convenu de permettre à M^e Nolin de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

Avec le consentement de la Commission, M^{me} Boulet (Laviolette) retire l'amendement coté Am f.

M. Bergeron (Verchères) propose l'amendement coté Am 12 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 34, amendé, est adopté.

Article 35 : Après débat, l'article 35 est adopté.

Sujet 4 (suite) : Véhicules lourds et véhicules-outils (articles 28, 29, 32, 36, 37, 42 et 44)

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 28 et de l'amendement coté Am a suspendue précédemment.

Article 28 (suite) : Il est convenu de permettre à M. Corbin de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté.

Par conséquent, l'amendement coté Am a porte maintenant la cote Am 13.

L'article 28, amendé, est adopté.

À 22 h 11, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

M. Bergeron (Verchères) propose une motion d'ajournement des travaux.

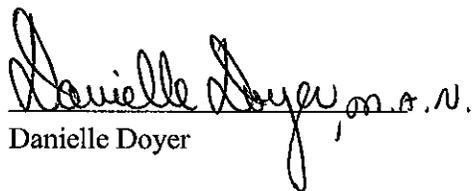
La motion est adoptée.

À 22 h 12, M. le président lève la séance et la Commission ajourne ses travaux sine die.

Le secrétaire de la Commission,

La présidente de la Commission,


Dany Henley
DH/mlc


Danielle Doyer

Québec, le 7 juin 2010

Troisième séance, le mardi 8 juin 2010

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 71 – Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 11 mars 2010)

Membres présents :

M^{me} Doyer (Matapédia), présidente

M. Bergeron (Verchères), porte-parole de l'opposition officielle en matière de transports, en remplacement de M. McKay (L'Assomption)

M. Boucher (Johnson)

M^{me} Boulet (Laviolette), ministre des Transports

M. Carrière (Chapleau)

M. Diamond (Maskinongé)

M. Grondin (Beauce-Nord)

M. Huot (Vanier)

M. Ouellette (Chomedey)

M. Reid (Orford)

Autres participants (par ordre d'intervention) :

M^c Patrick Nolin, Direction des affaires juridiques, ministère des Transports

M^{me} Johanne St-Cyr, vice-présidente à la sécurité routière, Société de l'assurance automobile du Québec

M^c Claude Bergeron, Société de l'assurance automobile du Québec

M. Gaétan Bergeron, chef du service d'ingénierie des véhicules, Société de l'assurance automobile du Québec

La Commission se réunit à la salle Louis-Joseph-Papineau de l'hôtel du Parlement.

À 15 h 33, M^{me} Doyer (Matapédia) déclare la séance ouverte.

ORGANISATION DES TRAVAUX

M^{me} la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M. le secrétaire informe la Commission du remplacement.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

À 15 h 41, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 6 minutes.

Sujet 7 (suite) : Courses de rue, car surfing et action imprudente (articles 7, 23, 23.1, 24, 33, 33.1, 33.2, 34 et 35)

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 33 et de l'amendement suspendue précédemment.

Article 33 (suite) : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am g (annexe II).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^e Nolin de prendre la parole.

Avec le consentement de la Commission, M^{me} Boulet (Laviolette) retire l'amendement coté Am d.

Le débat se poursuit.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement coté Am g.

Il est convenu de reprendre l'étude des articles 33.1 et 33.2 et de l'amendement coté Am e suspendue précédemment.

Articles 33.1 et 33.2 (suite) : Avec le consentement de la Commission, M^{me} Boulet (Laviolette) retire l'amendement coté Am e.

Article 33.1 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 14 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 33.1 est donc adopté.

Article 33.2 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am h (annexe II).

Un débat s'engage.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement et de l'article 33.2.

À 16 h 05, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Sujet 8 : Remisage et saisie des véhicules (articles 1, 9, 10.3, 11, 18, 19, 43, 45 et 50)

Article 1 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 15 (annexe I).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^{me} St-Cyr de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté.

L'article 1, amendé, est adopté.

À 16 h 13, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Article 9 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 16 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et l'article 9 est donc supprimé.

Article 10.3 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am i (annexe II).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^c Bergeron de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

Avec le consentement de la Commission, M^{me} Boulet (Laviolette) retire l'amendement coté Am i.

M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 17 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 10.3 est donc adopté.

Article 11 : Après débat, l'article 11 est adopté.

Article 43 : Après débat, l'article 43 est adopté.

Article 45 : Après débat, l'article 45 est adopté.

Article 50 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 18 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et l'article 50 est donc supprimé.

Sujet 9 : Sacs gonflables et équipements de sécurité (articles 13.1, 13.2, 14, 15, 21, 21.1 et 24.1)

Article 13.1 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 19 (annexe I).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M. Bergeron de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 13.1 est donc adopté.

Article 13.2 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 20 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 13.2 est donc adopté.

Article 14 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 21 (annexe I).

Un débat s'engage.

À 17 h 16, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 13 minutes.

Après débat, l'amendement est adopté.

Après débat, l'article 14, amendé, est adopté.

Article 15 : L'article 15 est adopté.

Article 21 : Après débat, l'article 21 est adopté.

Article 21.1 : M^{me} Boulet (Lavolette) propose l'amendement coté Am 22 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 21.1 est donc adopté.

Article 24.1 : M^{me} Boulet (Lavolette) propose l'amendement coté Am 23 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 24.1 est donc adopté.

Sujet 10 : Vérification mécanique et numéro d'identification du véhicule (articles 12, 39 et 49)

Article 12 : Après débat, l'article 12 est adopté.

Article 39 : M^{me} Boulet (Lavolette) propose l'amendement coté Am 24 (annexe I).

Un débat s'engage.

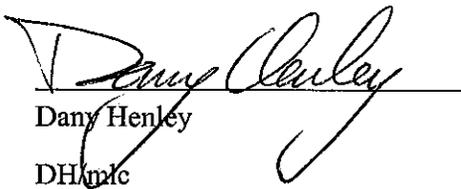
Il est convenu de poursuivre les travaux au-delà de l'heure prévue.

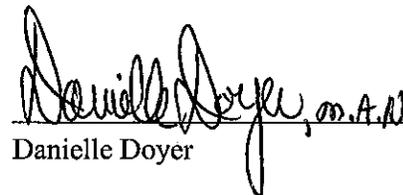
Le débat se poursuit.

À 18 h 09, M^{me} la présidente lève la séance et la Commission suspend ses travaux jusqu'à 19 h 30, où elle poursuivra un autre mandat.

Le secrétaire de la Commission,

La présidente de la Commission,


Dany Henley
DH/mc


Danielle Doyer

Québec, le 8 juin 2010

Quatrième séance, le mercredi 9 juin 2010

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 71 – Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 11 mars 2010)

Membres présents :

M^{me} Doyer (Matapédia), présidente

M. Bergeron (Verchères), porte-parole de l'opposition officielle en matière de transports, en remplacement de M. McKay (L'Assomption)

M. Boucher (Johnson)

M^{me} Boulet (Laviolette), ministre des Transports

M. Carrière (Chapleau)

M. Diamond (Maskinongé)

M. Grondin (Beauce-Nord)

M. Huot (Vanier)

M. Ouellette (Chomedey)

M. Reid (Orford)

Autres députés présents :

M. Deltell (Chauveau)

M. Girard (Gouin)

M. Lemay (Sainte-Marie-Saint-Jacques)

Autres participants (par ordre d'intervention) :

M^{me} Stéphanie Cashman-Pelletier, chef du service des politiques de sécurité, ministère des Transports

M^o Patrick Nolin, Direction des affaires juridiques, ministère des Transports

M. Marc Panneton, urbaniste, Service de l'exploitation, ministère des Transports

M^{me} Johanne St-Cyr, vice-présidente à la sécurité routière, Société de l'assurance automobile du Québec

M^o Claude Bergeron, Société de l'assurance automobile du Québec

M. Benoît Cayouette, chef du service des politiques économiques, ministère des Transports.

- M. Gaétan Bergeron, chef du service d'ingénierie des véhicules, Société de l'assurance automobile du Québec
- M^e Marie-Michèle Dion, chef de service par intérim, Direction du transport terrestre des personnes, ministère des Transports.

La Commission se réunit à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement.

À 16 h 12, M^{me} Doyer (Matapédia) déclare la séance ouverte.

ORGANISATION DES TRAVAUX

M^{me} la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M. le secrétaire informe la Commission du remplacement.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Sujet 5 (suite) : Règles pour les piétons et les cyclistes (articles 13, 22, 25, 26, 27, 29.1, 30, 30.1 et 44)

Il est convenu de procéder à une discussion d'ordre général sur le sujet intitulé « Règles pour les piétons et les cyclistes ».

Une discussion s'engage.

Il est convenu de permettre à M^{me} Cashman-Pelletier de prendre la parole.

La discussion se poursuit.

Il est convenu de permettre à M^e Nolin de prendre la parole.

La discussion se poursuit.

Il est convenu de permettre à M. Panneton de prendre la parole.

La discussion se poursuit.

Il est convenu de permettre à M^{me} St-Cyr de prendre la parole.

La discussion se poursuit.

Il est convenu de permettre à M^e Bergeron de prendre la parole.

La discussion se poursuit.

Sujet 10 (suite) : Vérification mécanique et numéro d'identification du véhicule (articles 12, 39 et 49)

Article 39 (suite) : Un débat s'engage sur l'amendement coté Am 24 (annexe I).

Il est convenu de permettre à M. Cayouette de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

À 17 h 15, il est convenu de suspendre les travaux jusqu'à 19 h 30.

À 19 h 40, la Commission reprend ses travaux à la salle des Premiers-Ministres de l'édifice Pamphile-LeMay.

Article 39 (suite) : Le débat se poursuit sur l'amendement coté Am 24 (annexe I).

Il est convenu de permettre à M. Bergeron de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté.

L'article 39, amendé, est adopté.

Article 49 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 25 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et l'article 49 est donc supprimé.

Sujet 7 (suite) : Courses de rue, car surfing et action imprudente (articles 7, 23, 23.1, 24, 33, 33.1, 33.2, 34 et 35)

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 33 et de l'amendement coté Am g suspendue précédemment.

Article 33 (suite) : Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^c Dion de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement et de l'article 33.

Sujet 11 : 50 mg et alcool (articles 3.1, 4.1, 4.2, 5, 6, 8, 8.1, 10, 10.1, 10.2, 48, 50.1 à 50.4)

Article 3.1 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am 26 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 3.1 est donc adopté.

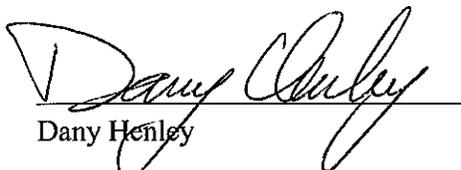
Article 5 : M^{me} Boulet (Laviolette) propose l'amendement coté Am j (annexe II).

Un débat s'engage.

Avec la permission de M^{me} la présidente, M. Ouellette (Chomedey) dépose le document coté CTE-060 (annexe III).

À 22 h 29, M^{me} la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux sine die.

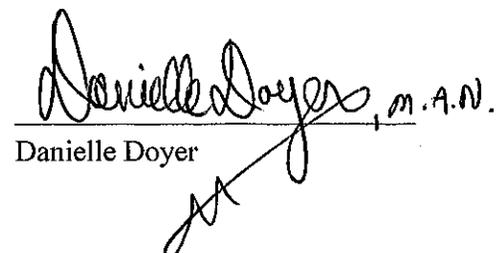
Le secrétaire de la Commission,


Dany Henley

DH/mlc

Québec, le 9 juin 2010

La présidente de la Commission,


Danielle Doyer

Cinquième séance, le jeudi 10 juin 2010

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 71 – Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 11 mars 2010)

Membres présents :

M^{me} Doyer (Matapédia), présidente

M. Bergeron (Verchères), porte-parole de l'opposition officielle en matière de transports, en remplacement de M. McKay (L'Assomption)

M. Boucher (Johnson)

M^{me} Boulet (Lavolette), ministre des Transports

M. Carrière (Chapleau)

M. Diamond (Maskinongé)

M. Huot (Vanier)

M. Morin (Montmagny-L'Islet) en remplacement de M. Drolet (Jean-Lesage)

M. Ouellette (Chomedey)

M. Reid (Orford)

Autres députés présents :

M. Girard (Gouin)

M. Lemay (Sainte-Marie–Saint-Jacques)

M^{me} Maltais (Taschereau)

Autres participants (par ordre d'intervention) :

M^{me} Johanne St-Cyr, vice-présidente à la sécurité routière, Société de l'assurance automobile du Québec

M^e Claude Bergeron, Société de l'assurance automobile du Québec

M^{me} Lyne Vézina, directrice, Direction des études et des stratégies en sécurité routière, Société de l'assurance automobile du Québec

La Commission se réunit à la salle Louis-Joseph-Papineau de l'hôtel du Parlement.

À 15 h 38, M^{me} Doyer (Matapédia) déclare la séance ouverte.

ORGANISATION DES TRAVAUX

M^{me} la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M. le secrétaire informe la Commission des remplacements.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Article 5 (suite) : Un débat s'engage sur l'amendement coté Am j (annexe II).

Il est convenu de permettre à M^{me} St-Cyr de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

À 16 h 27, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 11 minutes.

M. Bergeron (Verchères) propose le sous-amendement coté Sam a (annexe II).

Après débat, le sous-amendement est mis aux voix. À la demande de M. Bergeron (Verchères), M. le secrétaire procède à l'appel nominal.

Pour : M. Bergeron (Verchères) et M. Boucher (Johnson) - 2.

Contre : M^{me} Boulet (Laviolette), M. Diamond (Maskinongé), M. Huot (Vanier), M. Morin (Montmagny-L'Islet), M. Ouellette (Chomedey) et M. Reid (Orford) - 6.

Abstention : M^{me} Doyer (Matapédia) - 1.

Le sous-amendement est rejeté.

Le débat se poursuit.

Il est convenu de permettre à M^c Bergeron de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

18 h 01, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 19 h 30.

À 19 h 39, la Commission reprend ses travaux à la salle des Premiers-Ministres de l'édifice Pamphile-LeMay.

Article 5 (suite) : Le débat se poursuit sur l'amendement coté Am j (annexe II).

M^{me} Maltais (Taschereau) propose le sous-amendement coté Sam b (annexe II).

À 20 h 08, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 21 minutes.

Le débat se poursuit.

Il est convenu de permettre à M^{me} Vézina de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

À 20 h 56, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 12 minutes.

Avec le consentement de la Commission, M^{me} Maltais (Taschereau) retire le sous-amendement coté Sam b (annexe II).

M^{me} Maltais (Taschereau) propose le sous-amendement coté Sam c (annexe II).

Un débat s'engage.

M. Morin (Montmagny-L'Islet) remplace M^{me} la présidente.

Le débat se poursuit.

M^{me} Doyer (Matapédia) reprend ses fonctions à la présidence.

Le débat se poursuit.

M^{me} la présidente apporte une correction de forme au sous-amendement.

Après débat, le sous-amendement est mis aux voix. À la demande de M^{me} Doyer (Matapédia), M^{me} la secrétaire procède à l'appel nominal.

Pour : 0

Contre : M^{me} Boulet (Lavolette), M. Carrière (Chapleau), M. Diamond (Maskinongé), M. Huot (Vanier), M. Morin (Montmagny-L'Islet) et M. Reid (Orford) - 6.

Abstention : M. Bergeron (Verchères), M. Boucher (Johnson) et M^{me} Doyer (Matapédia) - 3.

Le sous-amendement est rejeté.

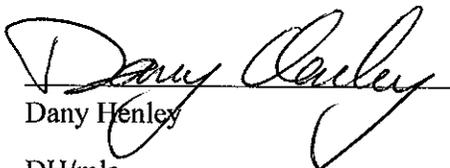
Le débat se poursuit.

M^{me} Maltais (Taschereau) propose le sous-amendement coté Sam d (annexe II).

À 22 h 30, M^{me} la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux sine die.

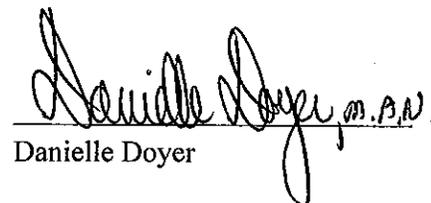
Le secrétaire de la Commission,

La présidente de la Commission,


Dany Henley

DH/mlc

Québec, le 10 juin 2010


Danielle Doyer

Sixième séance, le lundi 6 décembre 2010

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 71 – Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 11 mars 2010)

Membres présents :

M^{me} Doyer (Matapédia), présidente
M^{me} L'Écuyer (Pontiac), vice-présidente

M. Boucher (Johnson)
M. Diamond (Maskinongé)
M. Girard (Gouin), porte-parole de l'opposition officielle en matière de transports
M. Grondin (Beauce-Nord)
M. Hamad (Louis-Hébert), ministre des Transports
M. Huot (Vanier)
M. Ouellette (Chomedey)
M. Reid (Orford)

Autres participants (par ordre d'intervention) :

M^e Claude Bergeron, Société de l'assurance automobile du Québec
M^{me} Johanne St-Cyr, vice-présidente à la sécurité routière, Société de l'assurance automobile du Québec
M^e Patrick Nolin, Direction des affaires juridiques, ministère des Transports

La Commission se réunit à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement.

À 14 h 15, M^{me} Doyer (Matapédia) déclare la séance ouverte.

Il est convenu de faire à nouveau des remarques préliminaires.

REMARQUES PRÉLIMINAIRES (suite)

M. Hamad (Louis-Hébert) et M. Girard (Gouin) font des remarques préliminaires.

ORGANISATION DES TRAVAUX

M^{me} la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M. le secrétaire informe la Commission qu'il n'y a pas de remplacement.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Sujet 11 (suite) : 50 mg et alcool (articles 3.1, 4.1, 4.2, 5, 6, 8, 8.1, 10, 10.1, 10.2, 48, 50.1 à 50.4)

Article 5 (suite) : Un débat s'engage.

Avec le consentement de la Commission, M. Girard (Gouin) retire le sous-amendement coté Sam d (annexe II).

Avec le consentement de M^{me} la présidente, M. Hamad (Louis-Hébert) dépose le document coté CTE-071 (annexe III).

Avec le consentement de la Commission, M. Hamad (Louis-Hébert) retire l'amendement coté Am j (annexe II).

M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 27 (annexe I).

Il est convenu de permettre à M^c Bergeron de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté.

L'article 5, amendé, est adopté.

Article 6 : Après débat, l'article 6 est adopté.

Article 6.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 28 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 6.1 est donc adopté.

Article 48 : Après débat, l'article 48 est adopté.

Article 2.2 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 29 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 2.2 est donc adopté.

Article 2.3 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 30 (annexe I).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^{me} St-Cyr de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 2.3 est donc adopté.

Il est convenu d'étudier simultanément les amendements introduisant les articles 2.4 , 2.5 et 2.6.

Articles 2.4, 2.5 et 2.6 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose les amendements cotés Am 31, Am 32 et Am 33 (annexe I).

Après débat, les amendements sont adoptés et les nouveaux articles 2.4, 2.5 et 2.6 sont donc adoptés.

Article 1.1.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 34 (annexe I).

Un débat s'engage.

À 16 h 02, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 12 minutes.

L'amendement est adopté et le nouvel article 1.1.1 est donc adopté.

Article 1.2.3 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 35 (annexe I).

M^{me} L'Écuyer (Pontiac) remplace M^{me} la présidente.

Un débat s'engage.

M^{me} Doyer (Matapédia) reprend ses fonctions à la présidence.

L'amendement est adopté et le nouvel article 1.2.3 est donc adopté.

Article 1.2.7 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 36 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 1.2.7 est donc adopté.

Article 1.4 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 37 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 1.4 est donc adopté.

Article 1.5 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 38 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 1.5 est donc adopté.

Article 3.0.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 39 (annexe I).

L'amendement est adopté le nouvel article 3.0.1 est donc adopté.

Article 3.0.2 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 40 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 3.0.2 est donc adopté.

Article 39.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 41 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 39.1 est donc adopté.

Article 1.2.5 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 42 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 1.2.5 est donc adopté.

Article 1.2.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 43 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 1.2.1 est donc adopté.

Article 1.2.4 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 44 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 1.2.4 est donc adopté.

Article 8.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 45 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté le nouvel article 8.1 est donc adopté.

Article 8 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 46 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté.

L'article 8, amendé, est adopté.

Article 10 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 47 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 10, amendé, est adopté.

Article 10.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 48 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 10.1 est donc adopté.

Article 10.2 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 49 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 10.2 est donc adopté.

Article 10.5 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 50 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 10.5 est donc adopté.

Article 10.4 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 52 (annexe I).

Un débat s'engage.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement et de l'article 10.4.

Article 2.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 51 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 2.1 est donc adopté.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'amendement coté Am 52 et de l'article 10.4 suspendue précédemment.

Article 10.4 (suite) : L'amendement est adopté et le nouvel article 10.4 est donc adopté.

Article 45.7 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 53 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 45.7 est donc adopté.

Article 45.8 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 54 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 45.8 est donc adopté.

Article 45.9 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 55 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 45.9 est donc adopté.

Article 4.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 56 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 4.1 est donc adopté.

Article 4.2 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 57 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 4.2 est donc adopté.

Article 50.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 58 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 50.1 est donc adopté.

Article 50.2 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 59 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 50.2 est donc adopté.

Article 50.3 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 60 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 50.3 est donc adopté.

Sujet 12 : 0 alcool pour les 21 ans et moins (articles 4 et 47)

Article 4 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am k (annexe II).

Un débat s'engage.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement et de l'article 4.

Article 47 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 61 (annexe I).

Un débat s'engage.

Avec la permission de M^{me} la présidente, M. Hamad (Louis-Hébert) dépose le document coté CTE-072 (annexe III).

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement et de l'article 47.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 4 et de l'amendement coté Am k suspendue précédemment.

Article 4 (suite) : Le débat se poursuit.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement et de l'article 4.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 47 et de l'amendement coté Am 61 suspendue précédemment.

Article 47 (suite) : L'amendement est adopté.

L'article 47, amendé, est adopté.

Sujet 13 : Casque en vélo (article 31)

Article 31 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 62 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et l'article 31 est donc supprimé.

Sujet 5 (suite) : Règles pour les piétons et les cyclistes (articles 13, 22, 25, 26, 27, 29.1, 30, 30.1 et 44)

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 30 suspendue précédemment.

Article 30 (suite) : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 63 (annexe I).

Avec la permission de M^{me} la présidente, M. Hamad (Louis-Hébert) dépose le document coté CTE-073 (annexe III).

L'amendement est adopté et l'article 30 est donc supprimé.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 44 suspendue précédemment.

Article 44 (suite) : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 64 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 44, amendé, est adopté.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'amendement coté Am c et de l'article 30.1 suspendue précédemment.

Article 30.1 (suite) : Avec le consentement de M^{me} la présidente, M. Hamad (Louis-Hébert) retire l'amendement coté Am c.

M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 65 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 30.1 est donc adopté.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'amendement coté Am b et de l'article 29.1 suspendue précédemment.

Article 29.1 (suite) : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 66 (annexe I).

Un débat s'engage.

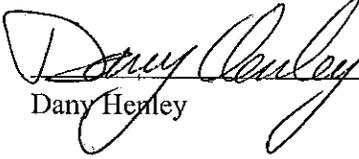
Il est convenu de permettre à M^e Nolin de prendre la parole.

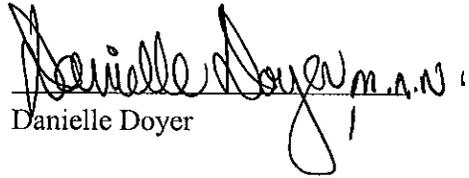
Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 29.1 est donc adopté.

À 18 heures, M^{me} la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux sine die.

Le secrétaire de la Commission,

La présidente de la Commission,


Dany Henley


Danielle Doyer

DH/mjg

Québec, le 6 décembre 2010

Septième séance, le mardi 7 décembre 2010

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 71 – Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 11 mars 2010)

Membres présents :

M^{me} Doyer (Matapédia), présidente

M^{me} L'Écuyer (Pontiac), vice-présidente

M. Boucher (Johnson)

M. Carrière (Chapleau)

M. Diamond (Maskinongé)

M. Drolet (Jean-Lesage)

M. Girard (Gouin), porte-parole de l'opposition officielle en matière de transports

M. Grondin (Beauce-Nord)

M. Hamad (Louis-Hébert), ministre des Transports

M. Huot (Vanier)

M. Reid (Orford)

Autres participants (par ordre d'intervention) :

M^e Marc-André Fournier, Direction des affaires juridiques, ministère de la Sécurité publique

M. Louis Breault, négociateur, Direction des affaires autochtones, ministère de la Sécurité publique

M^{me} Lise Fournier, ingénieure, Direction générale des politiques et de la sécurité en transport, ministère des Transports

M^e Patrick Nolin, Direction des affaires juridiques, ministère des Transports

M^e Claude Bergeron, Société de l'assurance automobile du Québec

M^{me} Johanne St-Cyr, vice-présidente à la sécurité routière, Société de l'assurance automobile du Québec

M^{me} Sylvie Lemieux, directrice du développement en sécurité routière, Société de l'assurance automobile du Québec

M. Yves Frenette, vice-président, Fonds d'assurance, Société de l'assurance automobile du Québec

La Commission se réunit à la salle des Premiers-ministres de l'édifice Pamphile-Le May.

À 10 h 05, M^{me} L'Écuyer (Pontiac) déclare la séance ouverte.

ORGANISATION DES TRAVAUX

M^{me} la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M. le secrétaire informe la Commission qu'il n'y a pas de remplacement.

ÉTUDE DÉTAILLÉE (suite)

Sujet 14 : Poursuites pénales (articles 41.1 à 41.3, 45.1, 45.2, 45.6 et 49.1)

Article 41.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 68 (annexe I).

Il est convenu de permettre à M^c Fournier de prendre la parole.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement coté Am 68 et de l'article 41.1.

Article 41.2 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 67 (annexe I).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M. Breault de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

L'amendement est adopté et le nouvel article 41.2 est donc adopté.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'amendement coté Am 68 et de l'article 41.1 suspendue précédemment.

Article 41.1 (suite) : L'amendement est adopté et le nouvel article 41.1 est donc adopté.

Article 41.3 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 69 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 41.3 est donc adopté.

Article 45.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 70 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 45.1 est donc adopté.

Article 45.2 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 71 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 45.2 est donc adopté.

Article 45.6 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 72 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 45.6 est donc adopté.

Article 49.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 73 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 49.1 est donc adopté.

Sujet 2 (suite) : Grands excès de vitesse (articles 6 à 20)

Article 15.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 74 (annexe I).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^{me} Fournier de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 15.1 est donc adopté.

Il est convenu d'étudier de nouveau l'article 16 adopté précédemment.

Article 16 (suite) : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 75 (annexe I).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^e Nolin de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté.

L'article 16, amendé, est adopté.

Article 20.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 76 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 20.1 est donc adopté.

Article 35.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 77 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 35.1 est donc adopté.

Article 35.2 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 78 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 35.2 est donc adopté.

Sujet 4 (suite) : Véhicules lourds et véhicules-outils (articles 28, 29, 32, 36, 37, 42 et 44)

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 32 suspendue précédemment.

Article 32 (suite) : Après débat, l'article 32 est adopté.

Avec la permission de M^{me} la présidente, M. Hamad (Louis-Hébert) dépose le document coté CTE-074 (annexe III).

Sujet 6 (suite) : Ajustements techniques et autres mesures de concordance (articles 1.1, 1.2, 1.3, 3, 38, 40 et 46)

Article 1.0.1 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 79 (annexe I).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 1.0.1 est donc adopté.

Il est convenu d'étudier de nouveau l'amendement coté Am 3 et les articles 1.1 à 1.3 adoptés précédemment.

Articles 1.1 à 1.3 (suite) : Avec le consentement de la Commission, M. Hamad (Louis-Hébert) retire l'amendement coté Am 3. Par conséquent, cet amendement porte maintenant la cote Am 1 (annexe II).

Article 1.1 (suite) : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 80 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 1.1 est donc adopté.

Article 1.2 (suite) : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 81 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 1.2 est donc adopté.

Article 1.2.2 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 82 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 1.2.2 est donc adopté.

Article 1.2.6 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 83 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 1.2.6 est donc adopté.

Article 1.3 (suite) : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 84 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 1.3 est donc adopté.

Article 2.7 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 85 (annexe I).

L'amendement est adopté et le nouvel article 2.7 est donc adopté.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'amendement coté Am h et de l'article 33.2 suspendue précédemment.

Sujet 7 (suite) : Courses de rue, car surfing et action imprudente (articles 7, 23, 23.1, 24, 33, 33.1, 33.2, 34 et 35)

Article 33.2 (suite) : Avec le consentement de la Commission, M. Hamad (Louis-Hébert) retire l'amendement coté Am h.

M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 86 (annexe I).

À 11 h 12, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 33.2 est donc adopté.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 33 et de l'amendement coté Am g suspendue précédemment.

Article 33 (suite) : L'amendement est adopté. Par conséquent, cet amendement porte maintenant la cote Am 87 (annexe I).

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 18 et de l'amendement coté Am l adoptés précédemment.

Sujet 8 (suite) : Remisage et saisie des véhicules (articles 1, 9, 10.3, 11, 18, 19, 43, 45 et 50)

Article 18 (suite) : Avec le consentement de la Commission, M. Hamad (Louis-Hébert) retire l'amendement coté Am i. Par conséquent, cet amendement porte maintenant la cote Am m (annexe II).

M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 88 (annexe I).

Il est convenu de permettre à M^e Bergeron de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté.

L'article 18, amendé, est adopté.

Il est convenu d'étudier de nouveau l'article 19 adopté précédemment.

Article 19 (suite) : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 89 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 19, amendé, est adopté.

Il est convenu d'étudier de nouveau l'article 23 et l'amendement coté Am 5 adoptés précédemment.

Article 23 (suite) : Avec le consentement de la Commission, M. Hamad (Louis-Hébert) retire l'amendement coté Am 5. Par conséquent, cet amendement porte maintenant la cote Am n (annexe II).

M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 90 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 23, amendé, est adopté.

Avec le consentement de la Commission, il est convenu d'étudier de nouveau l'article 24 adopté précédemment.

Article 24 (suite) : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 91 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 24, amendé, est adopté.

Sujet 15 : Moratoire sur la reconnaissance des écoles de conduite (article 45.3)

Article 45.3 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 92 (annexe I).

Il est convenu de permettre à M^{me} St-Cyr de prendre la parole.

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M^{me} Lemieux de prendre la parole.

Le débat se poursuit.

À 11 h 53, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Le débat se poursuit.

À 11 h 58, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 16 h 30.

À 16 h 39, la Commission reprend ses travaux sous la présidence de M^{me} Doyer (Matapédia).

Après débat, l'amendement est adopté et le nouvel article 45.3 est donc adopté.

Sujet 16 : Assurance automobile (articles 45.4 et 45.5)

Articles 45.4 et 45.5 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 93 (annexe I).

Un débat s'engage.

Il est convenu de permettre à M. Frenette de prendre la parole.

Après débat, l'amendement est adopté et les nouveaux articles 45.4 et 45.5 sont donc adoptés.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 4 et l'amendement coté Am k suspendue précédemment.

Sujet 12 (suite) : 0 alcool pour les 21 ans et moins (articles 4 et 47)

Article 4 (suite) : Après débat, l'amendement est adopté à la majorité des voix. Par conséquent, cet amendement porte maintenant la cote Am 94 (annexe I).

L'article 4, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Sujet 17 : Dispositions finales (article 51)

Article 51 : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am o (annexe II).

Un débat s'engage.

À 17 h 31, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 7 minutes.

Le débat se poursuit.

À 17 h 36, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Il est convenu de suspendre l'étude de l'amendement et de l'article 51.

Titre : M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 95 (annexe D).

L'amendement est adopté.

Le titre, amendé, est adopté.

Il est convenu de reprendre l'étude de l'article 51 et de l'amendement coté Am o suspendue précédemment.

Article 51 (suite) : Avec le consentement de la Commission, M. Hamad (Louis-Hébert) retire l'amendement Am o.

M. Hamad (Louis-Hébert) propose l'amendement coté Am 96 (annexe I).

L'amendement est adopté.

L'article 51, amendé, est adopté.

Sur motion de M. Hamad (Louis-Hébert), la Commission recommande la renumérotation du projet de loi amendé.

M. Hamad (Louis-Hébert) propose la motion suivante :

QUE la Commission procède à l'ajustement des références contenues dans les articles du projet de loi sous étude afin de tenir compte de la mise à jour continue du Recueil des lois et des règlements du Québec effectuée en vertu de la Loi sur le Recueil des lois et des règlements du Québec (L.R.Q., chapitre R-2.2.0.0.2).

La motion est adoptée.

REMARQUES FINALES

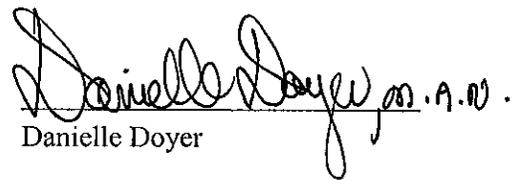
M. Grondin (Beauce-Nord), M. Girard (Gouin), M. Hamad (Louis-Hébert) et M^{me} Doyer (Matapédia) font des remarques finales.

À 17 h 53, M^{me} la présidente lève la séance et la Commission, ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux sine die.

Le secrétaire de la Commission,

La présidente de la Commission,


Dany Henley


Danielle Doyer

DH/mg

Québec, le 7 décembre 2010

ANNEXE I

Amendements et sous-amendement adoptés

L'amendement initialement coté Am 1 a été retiré et porte maintenant la cote Am m.

Am 2
Art 20

PROJET DE LOI 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 20 (328.5 CSR)

Remplacer le paragraphe 1° de l'article 20 par le suivant :

« 1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, de la phrase suivante : « Le présent alinéa s'applique, aux mêmes conditions, au conducteur d'un véhicule hors route. ».

Adopté
ts

L'amendement initialement coté Am 3 a été retiré et porte maintenant la cote Am I.

Am 4
Art 46.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 46 (2007, chapitre 40, article 12)

Supprimer l'article 46.

Justification de l'amendement

Cet amendement fait la concordance avec les amendements qui ont ajouté les articles 1.2 et 1.3 au projet de loi. En effet, il n'est plus nécessaire de modifier les articles 76.1.1 et 76.1.9 du Code via l'article 12 du chapitre 40 des lois de 2007 parce qu'ils sont intégrés dans le recueil des lois refondues.

Adopté
66

L'amendement initialement coté Am 5 a été retiré et porte maintenant la cote Am n.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amb
Art 23
(422.3)

AMENDEMENT

ARTICLE 23 (422.3 CSR)

Remplacer l'article 422.3, proposé par l'article 23, par le suivant :

« **422.3.** Les articles 202.6.1 et 202.7, le deuxième alinéa de l'article 209.11 et l'article 209.12 s'appliquent dans le cas d'une suspension de permis visée à l'article 422.1 avec les adaptations nécessaires. ».

Justification de l'amendement

Cet amendement à l'article 422.3 fait la concordance avec l'amendement à l'article 422.2. Il prévoit les modalités d'une demande de levée de suspension devant un juge de la Cour du Québec.

Adopté
m

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 7
Art 23
(422.5)

AMENDEMENT

ARTICLE 23 (422.5 CSR)

Remplacer l'article 422.5, proposé par l'article 23, par le suivant :

« **422.5.** Le propriétaire du véhicule routier saisi peut être remis en possession du véhicule, sur autorisation d'un juge de la Cour du Québec exerçant en son bureau en matière civile dans l'un des cas suivants :

1° il ne pouvait raisonnablement prévoir que le conducteur conduirait le véhicule pour une course avec un autre véhicule, un pari ou un enjeu ou il n'avait pas consenti à ce que le conducteur soit en possession du véhicule;

2° étant le conducteur, il ne conduisait pas le véhicule pour une course avec un autre véhicule, un pari ou un enjeu.

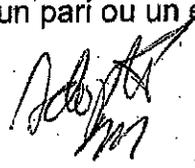
La Société lève la suspension du permis ou du droit d'en obtenir un imposée en vertu de l'article 422.1 si la personne concernée obtient la mainlevée de la saisie en vertu du premier alinéa.

Le deuxième alinéa de l'article 209.11 et les articles 209.11.1, 209.12, 209.13 et 209.15 s'appliquent avec les adaptations nécessaires. ».

Justification de l'amendement

Le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 422.5 est semblable au texte du projet de loi. Il prévoit la possibilité, pour le propriétaire du véhicule qui n'était pas le conducteur au moment de la saisie, d'obtenir, sur autorisation d'un juge de la Cour du Québec, la remise en possession du véhicule en démontrant qu'il ne pouvait raisonnablement prévoir que le conducteur conduirait le véhicule pour une course avec un autre véhicule, un pari ou un enjeu ou qu'il n'avait pas consenti à ce que le conducteur soit en possession du véhicule.

Le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 422.5 introduit, pour sa part, la possibilité, pour le propriétaire du véhicule qui était le conducteur au moment de la saisie, d'obtenir, sur autorisation d'un juge de la Cour du Québec, la remise en possession du véhicule en démontrant qu'il ne conduisait pas le véhicule pour une course avec un autre véhicule, un pari ou un enjeu.



Le deuxième alinéa de l'article 422.5 prévoit que la Société lève la suspension du permis si le titulaire du permis obtient la mainlevée de la saisie du véhicule.

Le troisième alinéa de l'article 422.5 rend applicable les conditions de remise en possession du véhicule en matière de saisie pour conduite durant une sanction ou pour conduite avec une alcoolémie prohibée.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 8
Art 231
(434)

AMENDEMENT

ARTICLE 23.1 (434 CSR)

Insérer, après l'article 23, le suivant :

« **23.1.** L'article 434 de ce code est remplacé par le suivant :

« **434.** Nul ne peut, alors qu'un véhicule routier est en mouvement, s'y agripper ou être tiré ou poussé par le véhicule et le conducteur ne peut tolérer une telle pratique. », ».

Justification de l'amendement

En premier lieu, cet amendement remplace l'article 434 du Code afin d'ajouter les interdictions d'être tiré ou poussé par un véhicule routier alors qu'il est en mouvement. De plus, il est précisé à l'article 434 qu'il incombe au conducteur de ne pas tolérer qu'une personne s'agrippe ou soit tirée ou poussée par un véhicule routier alors qu'il est en mouvement.

En deuxième lieu, cet amendement supprime les interdictions à l'égard de la bicyclette assistée puisqu'elles seront prévues à l'article 434.0.1 proposé par l'article 24 du projet de loi.

Adopté
MM

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 9
Art 24
(434.0.1)

AMENDEMENT

ARTICLE 24 (434.0.1 CSR)

Insérer avant l'article 434.1, proposé par l'article 24, le suivant :

« **434.0.1.** Nul ne peut, alors qu'une bicyclette assistée est en mouvement, s'y agripper ou être tiré ou poussé par la bicyclette et le conducteur ne peut tolérer une telle pratique. ».

Justification de l'amendement

Cet amendement reformulé dans un article distinct l'interdiction de s'agripper à une bicyclette assistée en mouvement en y ajoutant l'interdiction d'être tiré ou poussé par la bicyclette afin de prévoir à l'article 33.1 une amende distincte (100 \$) de la situation où une personne s'accroche ou est tirée par un véhicule routier (1 000 \$ prévu à l'article 34).

Adopté
m

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 60
Art 24
(434.4)

AMENDEMENT

ARTICLE 24 (434.4 CSR)

Remplacer l'article 434.4, proposé par l'article 24, par le suivant :

« **434.4.** Les articles 202.6.1 et 202.7, le deuxième alinéa de l'article 209.11 et l'article 209.12 s'appliquent dans le cas d'une suspension de permis visée à l'article 434.2, avec les adaptations nécessaires. ».

Justification de l'amendement

Cet amendement à l'article 434.4 fait la concordance avec l'amendement à l'article 422.3. Il prévoit les modalités d'une demande de levée de suspension devant un juge de la Cour du Québec.

*Adopté
MM*

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 11
Art 24
(434.6)

AMENDEMENT

ARTICLE 24 (434.6 CSR)

Remplacer l'article 434.6, proposé par l'article 24, par le suivant :

« 434.6. Le propriétaire du véhicule routier saisi peut être remis en possession du véhicule, sur autorisation d'un juge de la Cour du Québec exerçant en son bureau en matière civile :

1° s'il n'était pas l'un des contrevenants et s'il ne pouvait raisonnablement prévoir qu'une personne contreviendrait à l'article 433 ou 434;

2° s'il était l'un des contrevenants autres que le conducteur et s'il établit qu'il n'était pas dans une situation interdite par l'article 433 ou 434;

3° s'il était le conducteur du véhicule et s'il n'avait pas toléré qu'une personne contrevienne à l'article 433 ou 434.

La Société lève la suspension du permis ou du droit d'en obtenir un imposée en vertu de l'article 434.2 si la personne concernée obtient la mainlevée de la saisie en vertu du premier alinéa.

Le deuxième alinéa de l'article 209.11 et les articles 209.11.1, 209.12, 209.13 et 209.15 s'appliquent avec les adaptations nécessaires. ».

Justification de l'amendement

Cet amendement prévoit la possibilité pour le propriétaire du véhicule qui était ou non le conducteur ou un autre contrevenant, d'obtenir, sur autorisation d'un juge de la Cour du Québec, la remise en possession du véhicule en démontrant qu'il n'était pas dans une situation interdite par l'article 433 ou 434 ou ne pouvait prévoir qu'une personne contreviendrait à l'un ou l'autre de ces articles.

De plus, cet amendement prévoit que la Société lève la suspension du permis si le titulaire du permis obtient la mainlevée de la saisie du véhicule.

PROJET DE LOI N° 71

Ann 12
Art 39

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 34

Remplacer l'article 34 du projet de loi par le suivant :

« 34. L'article 512 de ce code est remplacé par le suivant :

« 512. Quiconque contrevient à l'un des articles 327, 422, 433 ou 434
commet une infraction et est passible d'une amende de 1 000 \$ à ~~1 500~~ \$.

~~200~~ 3000

Le conducteur d'un véhicule routier qui contrevient au deuxième alinéa de
l'article 468 commet une infraction et est passible d'une amende de 700 \$ à
2 100 \$. ».

Justification de l'amendement

Pour tenir compte de la modification du montant de l'amende proposée par le
paragraphe 2° de l'article 34 du projet, l'amendement propose de ne plus
distinguer l'amende applicable au conducteur d'un véhicule hors normes qui
omet de se conformer à l'exigence d'un agent de la paix de conduire son
véhicule dans un endroit convenable. L'article actuel prévoit en effet que
l'amende pour un conducteur de véhicule lourd est de 700 \$ à 2 100 \$ et pour
les conducteurs des autres véhicules est de 300 \$ à 600 \$.

Adop
M

13
Am 28
Art 28

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 28

Remplacer l'article 28 du projet de loi par le suivant :

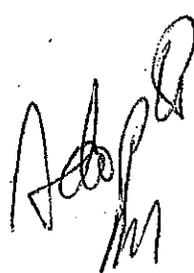
« 28. L'article 473 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, au début du troisième alinéa, de ce qui suit : « Sous réserve des conditions que peut fixer le gouvernement par règlement, »;

2° par le remplacement de ce qui suit : « véhicule routier qui nivelle, déblaie ou marque la chaussée d'un chemin public » par ce qui suit : « véhicule de service public »;

3° par l'addition de l'alinéa suivant :

« Aux fins du troisième alinéa, un véhicule de service public est un véhicule routier conçu et aménagé pour la prestation de services essentiels à une collectivité, notamment le véhicule affecté à l'entretien des chemins publics et des parcs, à la collecte des déchets ou à l'entretien d'un réseau de distribution d'énergie. », ».



PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 14
Art 33.1

AMENDEMENT

ARTICLES 33.1 ET 33.2 (509.3 et 510 CSR)

Insérer, après l'article 33, les suivants :

« 33.1. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 509.2, de l'article suivant :

« 509.3. Quiconque contrevient à l'article 434.0.1 commet une infraction et est passible d'une amende de 300 \$ à 500 \$. ». ».

« 33.2. L'article 510 de ce code est modifié par l'insertion, dans le premier alinéa et après ce qui suit : « 423, », de ce qui suit : « 426, 427, ». ».

Justification de l'amendement

Cet amendement vise, en premier lieu, à prévoir une amende de 300 \$ à 500 \$ pour celui qui s'accroche ou est tiré ou poussé par une bicyclette assistée ou qui tolère une telle pratique.

En deuxième lieu, cet amendement vise à ajouter à la disposition pénale de l'article 510, les infractions aux articles 426 et 427 relatives au nombre de passagers dans un véhicule et au port de la ceinture de sécurité afin de porter l'amende à 200 \$, ce qui correspond à celle prévue pour une infraction d'avoir conduit un véhicule routier dont une ceinture est manquante, modifiée ou hors d'usage en violation de l'article 395 du Code.

Adopté

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am E
Art 1

AMENDEMENT

ARTICLE 1 (4 CSR)

Remplacer l'article 1 par le suivant :

« 1. L'article 4 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) est modifié par le remplacement, dans la définition de « fourrière », de ce qui suit : « en application des articles 209.1, 209.2, 209.2.1 et 328.2 » par les mots « par un agent de la paix au nom de la Société ».

Justification de l'amendement

Cet amendement permet d'encadrer la notion de « véhicule routier saisi » sans devoir référer aux articles du Code de la sécurité routière traitant de saisie. Ce qui évitera d'amender la définition de fourrière lorsqu'un nouveau motif de saisie est ajouté au code.

Adopté
M. J.

PROJET DE LOI N° 71

Am 16
A 9

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 9 (209.9 CSR)

Supprimer l'article 9.

Justification de l'amendement

Cet amendement est apporté pour maintenir la règle à l'effet que l'indexation annuelle prévue pour les frais de remorquage des véhicules routiers saisis au nom de la Société s'applique uniquement aux remorquages effectués en dehors du réseau exclusif.

Adopté
M

PROJET DE LOI 71

Am 17
Art 10.3

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLES 10.1 À 10.3 (suite) 209.17 CSR)

Insérer, après l'article 10, les suivants :

« 10.3. L'article 209. 17 de ce code est modifié par le remplacement des mots « de la saisie » par les mots « d'une saisie ». ».

Justification de l'amendement

L'article 10.3 amende l'article 209.17 du Code de la sécurité routière pour éviter toute ambiguïté sur la portée générale des règles de disposition des véhicules saisis non réclamés.

Adopté

Am 1
Art 50

PROJET DE LOI N° 71

**LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

AMENDEMENT

ARTICLE 50

Supprimer l'article 50.

Justification de l'amendement

Cet amendement est en concordance avec l'amendement prévu à l'article 9 du projet de loi qui maintient tel quel l'article 209.9 du Code concernant l'indexation annuelle des frais de remorquage à l'égard de tout remorquage d'un véhicule routier saisi au nom de la Société effectué en dehors du réseau exclusif.

Adopté
par

AM 19
Art 13.1

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLES 13.1 et 13.2 (245 et 246 CSR)

Insérer, après l'article 13, les suivants :

« 13.1. L'article 245 de ce code est remplacé par le suivant :

« 245. Les remorques et les semi-remorques circulant sans être équipées d'un système de freins indépendant pouvant immobiliser le véhicule en cas de séparation entre la remorque ou la semi-remorque et le véhicule remorqueur, doivent être munies d'une chaîne, d'un câble ou de tout autre dispositif de sûreté suffisamment solide et agencé de telle sorte que la remorque ou la semi-remorque et le véhicule remorqueur, advenant un bris dans le dispositif d'attelage, demeurent reliés.

Le véhicule remorqueur doit être muni de l'équipement nécessaire pour accrocher la chaîne, le câble ou le dispositif de sûreté de la remorque ou de la semi-remorque qu'il tire. ».

Justification de l'amendement

L'amendement à l'article 245 du Code de la sécurité routière vise à écarter toute ambiguïté sur le fait qu'une remorque ou une semi-remorque qui n'est pas équipée d'un système de freins indépendant, mais qui possède un dispositif de sûreté composé d'une seule chaîne ou d'un seul câble est conforme, pourvu que celui-ci soit suffisamment solide et agencé comme il est prévu à cet article.



Am 20
Art 132

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLES 13.1 et 13.2 (suite article 246 CSR)

Insérer, après l'article 13, les suivants :

« 13.2. L'article 246 de ce code est remplacé par le suivant :

« 246. Les motocyclettes et les cyclomoteurs doivent être munis d'au moins un système de freins agissant sur les roues avant et arrière.

Ce système doit être suffisamment puissant pour immobiliser le véhicule rapidement en cas d'urgence et le retenir lorsqu'il est immobilisé. » ».

Justification de l'amendement

L'amendement à l'article 246 du Code modifie les exigences concernant les systèmes de freins des motocyclettes et des cyclomoteurs pour les adapter à l'évolution technologique.

Adopté
ML

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 14 (250.2 CSR)

Remplacer le paragraphe 2° de l'article 14 par le suivant :

« 2° par l'addition de l'alinéa suivant :

« La Société peut, aux conditions qu'elle détermine, soustraire une personne aux prohibitions du présent article sauf à la prohibition de réparer un module de sac gonflable et à la prohibition de réparer une ceinture de sécurité. ». ».

Justification de l'amendement

Cet amendement vise à préciser que la Société de l'assurance automobile du Québec n'aura pas le pouvoir d'autoriser la réparation d'un module de sac gonflable ni d'autoriser la réparation d'une ceinture de sécurité avec un prétendeur qui a été déclenché.



Am 21
Art 14

PROJET DE LOI N° 71

Am 22
Art 21.1

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 21.1 (401 CSR)

Insérer, après l'article 21, le suivant :

« 21.1. L'article 401 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans le texte anglais du premier alinéa, des mots « in which » par le mot « carrying »;

2° par l'addition, à la fin de la première phrase du deuxième alinéa, de « , d'un autobus ou d'un minibus dans l'exercice de ses fonctions. » ».

Justification de l'amendement

La première modification de cet amendement vise à corriger une erreur de syntaxe dans la version anglaise.

Quant à la deuxième modification, elle vise à faire en sorte que les conducteurs d'autobus ou de minibus ne puissent être tenus pénalement responsables du défaut pour un passager de moins de 16 ans de porter sa ceinture de sécurité, et ce, tout comme les conducteurs de taxi, lorsqu'ils sont en service.

Adopté

PROJET DE LOI N° 71

Am 2:
Art 24.1

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 24.1 (437.1 CSR)

Insérer, après l'article 24, le suivant :

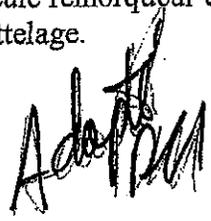
« 24.1. L'article 437.1 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« 437.1. Nul ne peut tirer une remorque ou une semi-remorque sans utiliser un dispositif d'attelage adéquat. En outre, les feux, le système de freins, la chaîne, le câble et tout autre dispositif de sûreté de la remorque ou de la semi-remorque doivent être reliés au véhicule remorqueur et être en bon état de fonctionnement. Le dispositif de sûreté d'une remorque ou d'une semi-remorque qui n'est pas équipée d'un système de freins indépendant doit de plus être installé de manière à ce que la remorque ou la semi-remorque suive la trajectoire du véhicule remorqueur et que le timon ne touche pas le sol advenant un bris dans le dispositif d'attelage. ». ».

Justification de l'amendement

Cet amendement, de concert avec l'amendement prévu à l'article 13.1, vise tout d'abord à écarter toute ambiguïté sur le fait qu'une remorque ou une semi-remorque qui n'est pas équipée d'un système de freins indépendant, mais qui possède un dispositif de sûreté composé d'une seule chaîne ou d'un seul câble puisse être tirée, pourvu que la chaîne ou le câble soit relié au véhicule remorqueur et soit en bon état de fonctionnement.

Il vise également à ajouter un autre critère de sécurité pour le dispositif de sûreté d'une remorque ou d'une semi-remorque qui n'est pas équipée d'un système de freins indépendant, à savoir qu'il doit être installé de manière à ce que la remorque ou la semi-remorque suive la trajectoire du véhicule remorqueur et que le timon ne touche pas le sol advenant un bris dans le dispositif d'attelage.



PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 24
Art 39
(521)

AMENDEMENT

ARTICLE 39 (521 CSR)

Remplacer l'article 39 par le suivant :

« 39. L'article 521 de ce code, modifié par l'article 59 du chapitre 2 des lois de 2004 et par l'article 72 du chapitre 14 des lois de 2008, est de nouveau modifié par l'insertion, dans le paragraphe 5° du premier alinéa et après le mot « exception », de ce qui suit : « des essieux amovibles, des véhicules d'une masse nette de 4 000 kg ou moins possédant à l'origine une caisse découverte et un hayon qui sont immatriculés comme véhicule de promenade au sens de la réglementation sur l'immatriculation, des véhicules utilitaires sport d'une masse nette de 4 000 kg ou moins, ».

Justification de l'amendement

Cet amendement à l'article 39 du projet de loi a pour effet de supprimer la modification à l'article 521 du Code concernant la notion de poids nominal brut de 4 500 kg laquelle est intégrée à l'article 72 du chapitre 14 des lois de 2008.

De plus, cet amendement vise à exempter les véhicules utilitaires sport d'une masse nette de 4 000 kg ou moins de l'exigence relative à la vérification mécanique tout comme c'est le cas pour les véhicules de promenade auxquels ils se comparent.

Adopté
par

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 25
Art 49

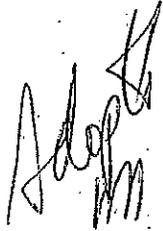
AMENDEMENT

ARTICLE 49

Supprimer l'article 49.

Justification de l'amendement

Cet amendement est en concordance avec l'amendement prévu à l'article 39 du projet de loi qui laisse à l'article 72 du chapitre 14 des lois de 2008 le remplacement de la notion de masse nette de 3 000 kg par la notion de poids nominal brut de 4 500 kg.



PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 26
A 3.1
(202.0.1
à
202.0.3)

AMENDEMENT

ARTICLE 3.1 (202.0.1 à 202.0.3 CSR)

Insérer après l'article 3, le suivant :

« **3.1.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 202, des suivants :

« **202.0.1.** Lorsqu'une personne a été déclarée coupable d'une infraction liée à l'alcool, commise avec un véhicule routier, et qu'au cours des 10 années précédant la déclaration de culpabilité, cette personne a fait l'objet d'au moins deux déclarations de culpabilité liées à l'alcool ou d'au moins une déclaration de culpabilité liée à une alcoolémie élevée, au refus de fournir un échantillon d'haleine ou à un délit de fuite, la Société doit:

1° interdire de mettre ou de remettre en circulation tout véhicule routier immatriculé à son nom;

2° refuser d'immatriculer tout véhicule routier à son nom, sauf si le cédant ou le locateur avait obtenu, le jour de la cession ou de la location du véhicule ou dans les 10 jours précédents, conformément à l'article 611.1, la confirmation de la Société qu'il n'y avait pas d'empêchement de procéder à la cession ou à la location du véhicule en vertu du présent code.

La Société doit prendre les mêmes mesures lorsqu'elle reçoit une déclaration de culpabilité pour une infraction liée à une alcoolémie élevée, au refus de fournir un échantillon d'haleine ou à un délit de fuite et qu'au cours des 10 années précédant la déclaration de culpabilité, la personne a fait l'objet d'au moins une déclaration de culpabilité pour l'une de ces infractions ou pour une infraction liée à l'alcool.

L'interdiction de mettre ou de remettre en circulation un véhicule routier immatriculé au nom d'une personne visée au premier alinéa et le refus d'immatriculer un véhicule routier à son nom ne s'appliquent pas :

1° lorsque le véhicule doit être conduit par un tiers pour le compte de cette personne dans le cadre des activités de l'entreprise de cette personne;

1/2

2° lorsque le véhicule est muni d'un antidémarréur éthylométrique agréé par la Société et qu'un permis autorise la personne à conduire un véhicule mais uniquement si le véhicule est muni d'un tel dispositif.

Les mesures prévues au premier alinéa prennent effet dès que la Société reçoit la déclaration de culpabilité du greffier d'une cour de justice et elles sont levées lorsque la personne obtient un permis de conduire qui n'est pas assorti de la condition de conduire uniquement un véhicule muni d'un antidémarréur éthylométrique agréé par la Société.

« 202.0.2. Une personne ne peut acquérir ou prendre en location un véhicule routier lorsqu'elle fait l'objet des mesures prévues à l'article 202.0.1.

« 202.0.3. Pour l'application de l'article 202.0.1, on entend par :

1° « un délit de fuite » : une infraction à l'article 249.1 du Code criminel ou aux paragraphes 1, 1.2 ou 1.3 de l'article 252 du Code criminel;

2° « une infraction liée à l'alcool » : une infraction à l'article 253 ou aux paragraphes 2, 2.1, 3 ou 3.1 de l'article 255 du Code criminel pour laquelle aucune décision d'un tribunal ne fait état que la concentration d'alcool dans le sang du contrevenant au moment où l'infraction a été commise était supérieure à 160 mg d'alcool par 100 ml de sang;

3° « une infraction liée à une alcoolémie élevée » : une infraction à l'article 253 ou aux paragraphes 2, 2.1, 3 ou 3.1 de l'article 255 du Code criminel pour laquelle une décision d'un tribunal fait état que la concentration d'alcool dans le sang du contrevenant au moment où l'infraction a été commise était supérieure à 160 mg d'alcool par 100 ml de sang;

4° « un refus de fournir un échantillon d'haleine » une infraction au paragraphe 5 de l'article 254 ou aux paragraphes 2.2 ou 3.2 de l'article 255 du Code criminel. ».

Justification de l'amendement

Ces dispositions visent à faire en sorte, qu'à la suite de déclarations de culpabilité, un multirécidiviste de l'alcool au volant soit privé du droit de mettre ou de remettre en circulation un véhicule routier, de même que du droit d'immatriculer un véhicule à son nom et ne puisse non plus faire l'acquisition de véhicules.



2/2

PROJET DE LOI 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Remplacer l'amendement à l'étude par le suivant.

AMENDEMENT

ARTICLE 5 (202.4 CSR)

Remplacer l'article 5 par le suivant :

« 5. L'article 202.4 de ce code est modifié :

1° par la suppression, dans le paragraphe 2° du premier alinéa, de ce qui suit :
« ou 202.2.1 »;

2° par l'addition, après le paragraphe 2° du premier alinéa, des paragraphes suivants :

« 3° pour une période de 24 heures, le permis de toute personne soumise à l'interdiction prévue à l'article 202.2.1.1 qui conduit un véhicule routier auquel s'applique cette interdiction ou qui en a la garde ou le contrôle :

a) si, lors d'une épreuve de dépistage effectuée en vertu de l'article 202.3 ou effectuée conformément aux dispositions du Code criminel, son alcoolémie révèle quelque présence d'alcool dans l'organisme;

b) si son alcoolémie se révèle, par suite d'une épreuve d'alcootest effectuée conformément aux dispositions du Code criminel, égale ou inférieure à 80 mg par 100 ml de sang;

« 4° pour une période de 24 heures, le permis de toute personne non visée par le paragraphe 1° et soumise à l'interdiction prévue à l'article 202.2.1.2 qui conduit un véhicule routier auquel s'applique cette interdiction ou qui en a la garde ou le contrôle :

a) si, lors d'une épreuve de dépistage effectuée en vertu de l'article 202.3 ou effectuée conformément aux dispositions du Code criminel, l'appareil de détection affiche un résultat qui correspond à une alcoolémie égale ou supérieure à 50 mg d'alcool par 100 ml de sang;

b) si son alcoolémie se révèle, par suite d'une épreuve d'alcootest effectuée conformément aux dispositions du Code criminel, égale ou supérieure à 50 mg d'alcool par 100 ml de sang. »;

Am 27

Art 5

(202.4)

1/2

3° par l'addition de l'alinéa suivant :

« La suspension du permis imposée à une personne soumise à l'interdiction prévue à l'article 202.2.1.1 ou à l'article 202.2.1.2 ne vaut qu'à l'égard des véhicules auxquels s'applique cette interdiction. ». ».

Justification de l'amendement

Cet amendement prévoit les modifications suivantes :

1° la première modification vise à supprimer le renvoi à une disposition non en vigueur. Si elle était en vigueur, le conducteur d'un véhicule lourd, d'un véhicule d'urgence ou d'un taxi s'exposerait à une suspension de 90 jours de son permis lorsqu'il y a présence d'alcool dans son organisme ou lorsqu'il a une alcoolémie égale ou inférieure à 80 mg d'alcool par 100 ml de sang;

2° la deuxième modification introduit deux paragraphes au premier alinéa de l'article 202.4 du Code :

- le paragraphe 3° établit une suspension sur-le-champ de 24 heures du permis du conducteur d'un autobus, d'un minibus ou d'un taxi lorsqu'il a une alcoolémie entre 0 et 80 mg d'alcool par 100 ml de sang;

- le paragraphe 4° établit une suspension sur-le-champ de 24 heures du permis du conducteur d'un véhicule lourd autre qu'un autobus ou qu'un minibus lorsqu'il a une alcoolémie égale ou supérieure à 50 mg d'alcool par 100 ml de sang;

3° la troisième modification prévoit que la suspension du permis pour une durée de 24 heures imposée au conducteur d'un autobus, d'un minibus, d'un taxi ou d'un véhicule lourd autre qu'un autobus ou qu'un minibus ne s'applique qu'à ces véhicules.

Texte modifié

202.4. Un agent de la paix suspend sur-le-champ au nom de la Société :

1° pour une période de 90 jours, le permis de toute personne qui conduit un véhicule routier ou qui en a la garde ou le contrôle et dont l'alcoolémie se révèle, par suite d'une épreuve d'alcootest effectuée conformément aux dispositions du Code criminel (L.R.C. 1985, c. C-46), supérieure à 80 mg d'alcool par 100 ml de sang;

2° pour une période de 90 jours, le permis de toute personne soumise à l'interdiction prévue à l'article 202.2 ou 202.2.1 qui conduit un véhicule routier ou qui en a la garde ou le contrôle et dont une épreuve de dépistage effectuée en vertu de l'article 202.3 révèle quelque présence d'alcool dans l'organisme ou dont l'alcoolémie se révèle, par suite d'une épreuve d'alcootest effectuée conformément aux dispositions du Code criminel, égale ou inférieure à 80 mg par 100 ml de sang;

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 28

Art 6.1

(209.1)

AMENDEMENT

ARTICLE 6.1 (209.1 CSR)

Insérer après l'article 6, le suivant :

« 6.1. L'article 209.1 de ce code est modifié par l'addition, après le premier alinéa, des suivants :

« Est également assujéti au présent article, le titulaire d'un permis probatoire ou d'un permis de conduire autorisant uniquement la conduite d'un véhicule routier muni d'un antidémarréur éthylométrique qui conduit un véhicule routier non muni d'un tel dispositif ou qui n'en respecte pas les conditions d'utilisation établies par la Société.

Il en est de même pour la personne visée à l'article 76.1.12, si elle conduit un véhicule ou en a la garde ou le contrôle sans respecter les conditions prévues à cet article. ».

Justification de l'amendement

Cet amendement est apporté pour conserver le principe de la saisie du véhicule lorsque le titulaire d'un permis probatoire ou d'un permis de conduire conduit un véhicule non muni d'un antidémarréur éthylométrique étant donné que l'article 98.1 du code est abrogé par ce projet de loi.

Texte modifié

209.1. L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire qu'une personne conduit un véhicule routier sans être titulaire du permis prévu à l'article 65 peut procéder sur-le-champ, aux frais du propriétaire et au nom de la Société, à la saisie du véhicule et à sa mise en fourrière pour une durée de 30 jours.

Est également assujéti au présent article, le titulaire d'un permis probatoire ou d'un permis de conduire autorisant uniquement la conduite d'un véhicule routier muni d'un antidémarréur éthylométrique qui conduit un véhicule routier non muni d'un tel dispositif ou qui n'en respecte pas les conditions d'utilisation établies par la Société.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 2.2 (139 CSR)

Insérer après l'article 2, le suivant :

« 2.2. L'article 139 de ce code est remplacé par le suivant :

« 139. Quiconque contrevient au premier alinéa de l'article 102 ou à une condition dont son permis est assorti en vertu de l'article 98, sauf celle relative à l'obligation de conduire un véhicule routier muni d'un antidémarrreur éthylométrique et au respect de ses conditions d'utilisation, est passible d'une amende de 100 \$ à 200 \$.

Le titulaire d'un permis qui contrevient à la condition de conduire un véhicule muni d'un antidémarrreur éthylométrique ou qui n'en respecte pas les conditions d'utilisation est passible d'une amende de 1 500 \$ à 3 000 \$. ».

Justification de l'amendement

Cet amendement est apporté pour ajuster la disposition pénale relative au non-respect d'une condition dont le permis est assorti et rapatrier dans cette disposition l'amende spécifique prévue pour avoir conduit un véhicule routier non muni d'un antidémarrreur éthylométrique. Cette amende, actuellement d'un montant de 300 \$ à 600 \$ correspondant à une infraction d'avoir conduit sans être titulaire d'un permis, sera désormais de 1 500 \$ à 3 000 \$ pour équivaloir à celle prévue pour une infraction d'avoir conduit durant sanction à la suite d'une déclaration de culpabilité à une infraction criminelle liée à l'alcool.

Texte modifié

~~139. Quiconque contrevient à l'article 98 ou au premier alinéa de l'article 102 commet une infraction et est passible d'une amende de 100 \$ à 200 \$.~~

139. Quiconque contrevient au premier alinéa de l'article 102 ou à une condition dont son permis est assorti en vertu de l'article 98, sauf celle relative à l'obligation de conduire un véhicule routier muni d'un antidémarrreur éthylométrique et au respect de ses conditions d'utilisation, est passible d'une amende de 100 \$ à 200 \$.

Am 29
Art 2.2
(139)

Adopté

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 30

Art 2.3
(141)

AMENDEMENT

ARTICLE 2.3 (141 CSR)

Insérer après l'article 2, le suivant :

« 2.3. L'article 141 de ce code est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Nonobstant le premier alinéa, est passible d'une amende 1 500 \$ à 3 000 \$ la personne qui, n'étant plus sous le coup d'une révocation de permis ou d'une suspension de son droit de l'obtenir en raison d'une infraction liée à l'alcool visée à l'article 180, conduit un véhicule routier sans être titulaire d'un permis. » ».

Justification de l'amendement

Adopté

Cet amendement vise à clarifier le fait qu'une personne qui conduit un véhicule routier est également passible de l'amende de 1 500 \$ à 3 000 \$ même si la période de révocation de permis en raison d'une infraction liée à l'alcool est terminée tant qu'elle n'aura pas satisfait aux conditions de délivrance de celui-ci. Cette clarification permettra de lever toute ambiguïté concernant l'application de la disposition pénale à ces cas et d'éviter l'application de l'infraction d'avoir conduit un véhicule routier sans être titulaire d'un permis laquelle est plutôt passible d'une amende de 300 \$ à 600 \$.

Texte modifié

141. Quiconque contrevient à l'un des articles 65, 95.1, 107 ou conduit contrairement au premier alinéa de l'article 93.1 commet une infraction et est passible d'une amende de 300 \$ à 600 \$.

Nonobstant le premier alinéa, est passible d'une amende 1 500 \$ à 3 000 \$ la personne qui, n'étant plus sous le coup d'une révocation de permis ou d'une suspension de son droit de l'obtenir en raison d'une infraction liée à l'alcool visée à l'article 180, conduit un véhicule routier sans être titulaire d'un permis.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 31

AMENDEMENT

Art 2.4
(143)

ARTICLE 2.4 (143 CSR)

« 2.4. L'article 143 de ce code est modifié par le remplacement de ce qui suit : « ou 191.2 » par ce qui suit : « , 191.2, 202.4 ou 202.5 » ».

Justification de l'amendement

Adopté

Cet amendement est apporté pour soustraire de l'application de cette disposition pénale les cas de conduite d'un véhicule routier durant une suspension de permis de 90 jours reliée à une infraction à la règle du zéro alcool, à une alcoolémie supérieure à 80 mg d'alcool par 100 ml de sang ou reliée à l'omission d'obtempérer à un ordre donné par un agent de la paix de fournir un échantillon d'haleine. Dans ces cas, l'amende serait celle prévue à l'article 143.1 du Code pour l'interdiction reliée au zéro alcool et celle prévue à l'article 144 pour les autres cas de conduite durant sanction en lien avec une infraction à l'origine reliée à l'alcool.

Texte modifié

143. Quiconque contrevient au premier alinéa de l'article 105 commet une infraction et est passible d'une amende de 300 \$ à 600 \$, si son permis ou son droit d'en obtenir un fait l'objet d'une révocation ou d'une suspension pour un motif autre que ceux visés à l'un des articles 180, 185 ou ~~191.2~~ , **191.2, 202.4 ou 202.5.**

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Ann 32
Art 25
(143.1)

AMENDEMENT

ARTICLE 2.5 (143.1 CSR)

Insérer après l'article 2, le suivant :

« 2.5. L'article 143.1 de ce code est modifié par le remplacement de ce qui suit : « ou 191.2 » par ce qui suit : « , 191.2 ou au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 202.4. ». ».

Adopté

Justification de l'amendement

Cet amendement est apporté pour prévoir que l'amende payable dans les cas de conduite d'un véhicule routier durant une suspension de permis de 90 jours imposée pour une infraction à la règle du zéro alcool est de 600 \$ à 2000 \$. Cette amende correspond à celle prévue dans les cas de conduite durant une sanction de permis imposée en vertu de l'article 191.2 résultant d'une infraction d'avoir conduit avec présence d'alcool dans l'organisme.

Texte modifié

143.1. Quiconque contrevient au premier alinéa de l'article 105 commet une infraction et est passible d'une amende de 600 \$ à 2 000 \$, si son permis ou son droit d'en obtenir un fait l'objet d'une révocation ou d'une suspension pour un motif visé à l'un des articles 185 ou 191.2, **191.2 ou au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 202.4.**

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 33
Art 2.6
(144)

AMENDEMENT

ARTICLE 2.6 (144 CSR)

Insérer après l'article 2, le suivant :

« 2.6. L'article 144 de ce code est modifié par le remplacement de ce qui suit :
« conformément à l'article 180. » par ce qui suit : « en vertu de l'article 180, du
paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 202.4 ou de l'article 202.5. » ».

Justification de l'amendement

Adopté

Cet amendement est apporté pour prévoir que la personne qui conduit un véhicule routier durant une suspension de permis de 90 jours reliée à une alcoolémie supérieure à 80 mg d'alcool par 100 ml de sang ou reliée à l'omission d'obtempérer à un ordre donné par un agent de la paix de fournir un échantillon d'haleine est passible d'une amende de 1 500 \$ à 3 000 \$ équivalant à celle prévue pour une infraction d'avoir conduit durant sanction à la suite d'une déclaration de culpabilité à une infraction criminelle reliée à l'alcool.

Texte modifié

144. Quiconque contrevient au premier alinéa de l'article 105 commet une infraction et est passible d'une amende de 1 500 \$ à 3 000 \$, si son permis ou son droit d'en obtenir un fait l'objet d'une révocation ou d'une suspension conformément à l'article 180. en vertu de l'article 180, du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 202.4 ou de l'article 202.5.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

Am 34
Art 1.1.1
(73)

ARTICLE 1.1.1 (73 CSR)

Insérer après l'article 1, le suivant :

« 1.1.1. L'article 73 de ce code est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

« Dans le cas où l'évaluation est faite dans un centre de réadaptation pour personnes alcooliques et autres personnes toxicomanes ou dans un centre hospitalier offrant ce même service, elle est faite par des personnes autorisées par ces centres et suivant des règles établies par entente entre la Société et ces centres et entre la Société et l'Association des centres de réadaptation en dépendance du Québec. » ».

Justification de l'amendement

Adapté

Il s'agit d'un ajustement pour que les évaluations permettant de vérifier le rapport d'une personne à l'alcool soient faites par des personnes autorisées des centres de réadaptation pour personnes alcooliques et autres toxicomanes. De plus, il est précisé que ces évaluations doivent être faites suivant des règles établies par entente entre la Société de l'assurance automobile du Québec et l'Association des centres de réadaptation en dépendance du Québec.

Texte modifié

73. La Société peut exiger d'une personne qui demande l'obtention ou le renouvellement d'un permis, d'en faire changer la classe ou de lui en ajouter une autre ou de faire supprimer une condition y apparaissant, qu'elle se soumette à un examen médical ou à une évaluation sur sa santé fait par un médecin spécialiste ou un autre professionnel de la santé que la Société peut désigner nommément. Cette personne doit, à la demande de la Société, lui remettre le rapport de cet examen ou de cette évaluation dans le délai qu'elle lui indique et qui ne peut excéder 90 jours.

En outre, la Société peut requérir que l'examen ou l'évaluation soit fait dans le centre hospitalier ou dans le centre de réadaptation qu'elle désigne nommément ou dont elle détermine la classe parmi celles établies à l'article 86 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2).

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

Am 35
Art 1.2.3
(76.1.4.1)

ARTICLE 1.2.3 (76.1.4.1 CSR)

Insérer après l'article 1, l'article suivant :

« **1.2.3.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 76.1.4, du suivant :

« **76.1.4.1.** Pour l'obtention d'un nouveau permis, une personne est dispensée de l'évaluation complète prévue aux articles 76.1.2 et 76.1.4 si, entre la commission de l'infraction et la déclaration de culpabilité, elle établit au moyen d'une évaluation de sa santé en application des dispositions de l'article 73 et du paragraphe 4° de l'article 109 que son rapport à l'alcool ou aux drogues ne compromet pas la conduite sécuritaire d'un véhicule routier de la classe de permis dont elle est titulaire. Elle doit toutefois se soumettre à une évaluation permettant de vérifier si les acquis relatifs à son rapport à l'alcool ou aux drogues se sont maintenus.

L'évaluation de la santé qui n'est pas complétée à la date de déclaration de culpabilité peut être poursuivie après cette date afin d'obtenir la dispense prévue au premier alinéa.

La personne qui échoue l'évaluation du maintien des acquis prévue au premier alinéa doit se soumettre à l'évaluation complète prévue aux articles 76.1.2 et 76.1.4. ».

Adopté en

Justification de l'amendement

D'une part, cette modification dispense une personne de subir une évaluation complète pour établir que son rapport à l'alcool ou aux drogues ne compromet pas la conduite sécuritaire d'un véhicule routier si elle l'a établi, entre la commission de l'infraction et sa déclaration de culpabilité, par une évaluation de sa santé.

D'autre part, cet article introduit l'obligation de subir une évaluation du maintien des acquis et en cas d'échec à cette évaluation la personne est alors soumise à une évaluation complète.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 1.2.7 (76.1.8. CSR)

Insérer après l'article 1, le suivant :

« **1.2.7.** L'article 76.1.8 de ce code est modifié par le remplacement de ce qui suit : « ou à l'article 76.1.4 » par ce qui suit « , à l'article 76.1.4 ou à l'article 76.1.4.1 ». ».

Justification de l'amendement

Cette modification de concordance est apportée pour faire en sorte qu'une personne qui échoue l'évaluation du maintien des acquis introduite par ce projet de loi puisse obtenir de la Société de l'assurance automobile du Québec un permis l'autorisant à conduire un véhicule muni d'un antidémarrreur éthylométrique, comme c'est déjà le cas lors de l'échec à l'évaluation complète.

Texte modifié

76.1.8. Lorsqu'une personne échoue l'évaluation visée à l'article 76.1.2 ou à l'article 76.1.4 , à l'article 76.1.4 ou à l'article 76.1.4.1 ou ne s'y soumet pas, la Société peut, pour la période qu'elle détermine, délivrer à cette personne un permis probatoire ou un permis de conduire qui l'autorise à conduire un véhicule routier pourvu que celui-ci soit muni d'un antidémarrreur éthylométrique agréé par la Société.

Ann 36
Art 1.2.7
(76.1.8)

Adopté

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 1.4 (81 CSR)

Insérer après l'article 1, le suivant :

« 1.4. L'article 81 de ce code est modifié :

1° par la suppression dans le paragraphe 1° des mots « sur sa santé »;

2° par le remplacement, dans les paragraphes 1° à 3°, de ce qui suit : « ou 76.1.4 » par ce qui suit : « , 76.1.4 ou 76.1.4.1. ».

3° par l'insertion, dans le paragraphe 3°, après les mots « désigner nommément », des mots : « ou d'une personne autorisée par un centre de réadaptation pour personnes alcooliques et autres personnes toxicomanes ». ».

Justification de l'amendement

Il s'agit d'une modification de concordance pour effectuer le renvoi adéquat étant donné l'ajout de l'évaluation du maintien des acquis.

Texte modifié

81. La Société peut refuser de délivrer un permis, d'en changer la classe ou de lui en ajouter une autre; si la personne qui en fait la demande:

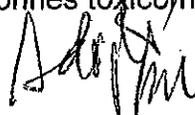
1° refuse de se soumettre à un examen médical ou à une évaluation ~~sur sa santé~~ visé aux articles 64, 73, 76.1.2 ~~ou 76.1.4~~, **76.1.4 ou 76.1.4.1** ou omet de lui remettre le rapport d'un tel examen ou d'une telle évaluation;

2° selon un rapport d'examen ou d'évaluation visé aux articles 64, 73, 76.1.2 ~~ou 76.1.4~~, **76.1.4 ou 76.1.4.1** ou un rapport visé à l'article 603, est atteinte d'une maladie, d'une déficience ou se trouve dans une situation qui, suivant les normes concernant la santé établies par règlement, sont relativement incompatibles avec la conduite d'un véhicule routier correspondant au permis de la classe demandée;

3° selon un rapport d'examen ou d'évaluation visé aux articles 64, 73, 76.1.2 ~~ou 76.1.4~~, **76.1.4 ou 76.1.4.1** ou un rapport visé à l'article 603, est atteinte d'une maladie, d'une déficience ou se trouve dans une situation non visées dans les normes concernant la

Ann 37

A. 1.4
(81)



PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 38
Art 1.5
(83)

AMENDEMENT

ARTICLE 1.5 (83 CSR)

Insérer après l'article 1, le suivant :

« 1.5. L'article 83 de ce code est modifié par le remplacement, dans le 2° paragraphe, de ce qui suit : « ou 76.1.4 » par ce qui suit : « , 76.1.4 ou 76.1.4.1 ». ».

Justification de l'amendement

Adopté

Il s'agit d'une modification de concordance pour effectuer le renvoi adéquat étant donné l'ajout de l'évaluation du maintien des acquis.

Texte modifié

83. La Société doit refuser de délivrer un permis, d'en changer la classe ou de lui en ajouter une autre, si la personne qui en fait la demande:

1° ne satisfait pas aux conditions de délivrance du permis de la classe demandée;

2° selon un rapport d'examen ou d'évaluation visé aux articles 64, 73, 76.1.2 ou 76.1.4, 76.1.4 ou 76.1.4.1 ou un rapport visé à l'article 603, est atteinte d'une maladie, d'une déficience ou se trouve dans une situation qui, suivant les normes concernant la santé établies par règlement, sont essentiellement incompatibles avec la conduite d'un véhicule routier correspondant au permis de la classe demandée;

3° fait l'objet d'une interdiction de conduire, d'une révocation ou d'une suspension de son permis ou de la classe de celui-ci ou d'une suspension de son droit d'obtenir un permis ou une classe de celui-ci en vigueur ou imposée mais non encore en vigueur, y compris en vertu d'une loi du Canada, d'une autre province ou d'un territoire du Canada ou d'une loi d'un État des États-Unis;

4° ne satisfait pas aux conditions et aux formalités visées aux articles 76 à 76.1.12; 79 et 80.1;

5° ne satisfait pas au deuxième alinéa de l'article 67;

6° refuse d'être photographiée par la Société ou d'apposer sa signature, selon les modalités que lui indique la Société.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 39

AMENDEMENT

Art 3.0.1
(190)

ARTICLE 3.0.1 (190 CSR)

Insérer après l'article 3, le suivant :

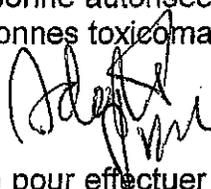
« **3.0.1.** L'article 190 de ce code est modifié :

1° par la suppression dans le paragraphe 1° des mots « sur sa santé »;

2° par le remplacement, dans les paragraphes 1° à 3°, de ce qui suit : « ou 76.1.4 » par ce qui suit : « , 76.1.4 ou 76.1.4.1 » ;

3° par l'insertion, dans le paragraphe 3°, après les mots « désigner nommément », des mots : « ou d'une personne autorisée par un centre de réadaptation pour personnes alcooliques et autres personnes toxicomanes ». ».

Justification de l'amendement



Il s'agit d'une modification de concordance pour effectuer le renvoi adéquat étant donné l'ajout de l'évaluation du maintien des acquis.

Texte modifié

190. La Société peut suspendre un permis d'apprenti-conducteur et un permis probatoire ou un permis de conduire ou une classe de ceux-ci lorsque le titulaire de l'un ou plusieurs de ces permis :

1° refuse de se soumettre à un examen ou à une évaluation ~~sur sa santé~~ visé aux articles 64, 73, 76.1.2 ~~ou 76.1.4~~, **76.1.4 ou 76.1.4.1** ou omet de lui remettre le rapport d'un tel examen ou d'une telle évaluation;

2° selon un rapport d'examen ou d'évaluation visé aux articles 64, 73, 76.1.2 ~~ou 76.1.4~~, **76.1.4 ou 76.1.4.1** ou un rapport visé à l'article 603, est atteint d'une maladie, d'une déficience ou se trouve dans une situation qui, suivant les normes concernant la santé établies par règlement, sont relativement incompatibles avec la conduite d'un véhicule routier correspondant à l'un des permis ou à l'une des classes de permis qu'il possède;

3° selon un rapport d'examen ou d'évaluation visé aux articles 64, 73, 76.1.2 ~~ou 76.1.4~~, **76.1.4 ou 76.1.4.1** ou un rapport visé à l'article 603, est atteint d'une maladie, d'une

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 90

AMENDEMENT

*Art 3.0.2
(191)*

ARTICLE 3.0.2 (191 CSR)

Insérer après l'article 3, le suivant :

« **3.0.2.** L'article 191 de ce code est modifié par le remplacement de ce qui suit : « ou 76.1.4 » par ce qui suit : « , 76.1.4 ou 76.1.4.1 ». »

Justification de l'amendement

Adopté

Il s'agit d'une modification de concordance pour effectuer le renvoi adéquat étant donné l'ajout de l'évaluation du maintien des acquis.

Texte modifié

191. La Société doit suspendre un permis d'apprenti-conducteur et un permis probatoire ou un permis de conduire ou une classe de ceux-ci lorsque le titulaire de l'un ou plusieurs de ces permis, selon un rapport d'examen ou d'évaluation visé aux articles 64, 73, 76.1.2 ou ~~76.1.4~~, **76.1.4 ou 76.1.4.1** ou un rapport visé à l'article 603, est atteint d'une maladie, d'une déficience ou se trouve dans une situation qui, suivant les normes concernant la santé établies par règlement, sont essentiellement incompatibles avec la conduite d'un véhicule routier correspondant à l'un des permis ou à l'une des classes de permis qu'il possède.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 39.1 (552 CSR)

Insérer après l'article 39, le suivant :

« 39.1. L'article 552 de ce code est modifié par l'insertion, dans le premier alinéa, après ce qui suit : « 76.1.4 », de ce qui suit : « , 76.1.4.1 » »

Justification de l'amendement

Il s'agit d'une modification de concordance pour effectuer le renvoi adéquat étant donné l'ajout de l'évaluation du maintien des acquis.

Texte modifié

552. Lorsqu'une personne est atteinte d'une maladie ou d'une déficience ou se trouve dans une situation visées aux paragraphes 2° et 3° de l'article 81, au paragraphe 2° de l'article 82, au paragraphe 2° de l'article 83, aux paragraphes 2° et 3° de l'article 190 ou l'article 191, la Société peut, avant de rendre une décision, aviser cette personne de lui fournir, dans le délai indiqué par la Société et qui ne peut excéder 90 jours, un rapport supplémentaire de l'examen ou de l'évaluation visé aux articles 73, 76.1.2, 76.1.4, 76.1.4.1 ou 603.

En outre, la Société peut aviser la personne de lui fournir d'autres documents provenant d'un établissement qui fournit des services de santé et qui est visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5) ou d'un autre professionnel de la santé régi par le Code des professions (chapitre C-26) ou, dans le cas d'un conducteur professionnel, d'un avis de l'employeur de la personne.

Sur réception du rapport supplémentaire ou, en cas de défaut par la personne de fournir un tel rapport, à l'expiration du délai fixé, la Société rend la décision appropriée.

Am-41
Art 39.1
(552)

Adopté

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMÉNDAMENT

ARTICLE 1.2.5 (76.1.6 CSR)

Insérer après l'article 1, le suivant :

« **1.2.5.** L'article 76.1.6 de ce code est remplacé par le suivant :

« **76.1.6.** Le nouveau permis et tout permis subséquent délivré au cours de la vie de la personne est assorti de la condition de conduire un véhicule routier muni d'un antidémarrreur éthylométrique agréé par la Société, lorsque l'infraction donnant lieu à la révocation ou à la suspension :

1° est reliée à l'alcool et qu'au cours des 10 années précédant la révocation ou la suspension, la personne a fait l'objet :

a) soit de plus d'une révocation ou suspension pour une infraction reliée à l'alcool;

b) soit d'une révocation ou suspension pour une infraction reliée à l'alcool et d'une révocation ou suspension pour une infraction reliée à une alcoolémie élevée ou au refus de fournir un échantillon d'haleine;

2° est reliée à une alcoolémie élevée ou au refus de fournir un échantillon d'haleine et qu'au cours des 10 années précédant la révocation ou la suspension, la personne a fait l'objet :

a) soit de plus d'une révocation ou suspension pour une infraction reliée à l'alcool;

b) soit d'une révocation ou suspension pour une infraction reliée à une alcoolémie élevée ou au refus de fournir un échantillon d'haleine. ».

Justification de l'amendement

Cet amendement étend l'obligation de conduire à vie un véhicule muni d'un antidémarrreur éthylométrique à la personne qui fait l'objet d'une troisième révocation de permis ou suspension du droit d'en obtenir un en raison d'une infraction reliée à l'alcool.

Am 42
Art. 1.2.5
(76.1.6)

Adopté

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

Am. 43
SAT 1.2.1
(76.1.3)

ARTICLE 1.2.1 (76.1.3 CSR)

Insérer après l'article 1, le suivant :

« 1.2.1. L'article 76.1.3 de ce code est remplacé par le suivant :

« 76.1.3. Le nouveau permis, délivré à une personne visée à 76.1.2 qui réussit l'évaluation complète ou l'évaluation du maintien des acquis prévue à l'article 76.1.4.1, est assorti de la condition de conduire un véhicule routier muni d'un antidémarrreur éthylométrique agréé par la Société durant une période d'une ou de deux années selon que, au cours des 10 années précédant la révocation ou la suspension, la personne s'est vu imposer aucune ou une seule révocation ou suspension pour une infraction liée à l'alcool, à une alcoolémie élevée ou au refus de fournir un échantillon d'haleine. » ».

Adopté

Justification de l'amendement

Cet amendement tient compte de la nouvelle évaluation du maintien des acquis qui est faite si la personne s'est déjà soumise, entre la commission de l'infraction et la déclaration de culpabilité, à une évaluation sur son rapport à l'alcool. Ainsi, l'amendement vise à préciser que le nouveau permis délivré à une personne qui réussit l'évaluation du maintien des acquis soit assorti d'une condition l'obligeant à conduire un véhicule muni d'un antidémarrreur éthylométrique, comme c'est déjà le cas lors de la réussite d'une évaluation complète.

Une modification est également faite pour retirer la période de trois ans pour tenir compte du fait que, lorsqu'une infraction liée à l'alcool est commise par une personne qui a déjà fait l'objet de plus d'une révocation ou suspension pour une infraction liée à l'alcool ou au refus de fournir un échantillon d'haleine, le nouveau permis délivré sera assorti de la condition de conduire un véhicule routier muni d'un antidémarrreur éthylométrique pour le reste de sa vie.

Texte modifié

~~76.1.3. Le nouveau permis délivré à une personne visée à l'article 76.1.2 qui réussit l'évaluation complète, l'autorise à conduire un véhicule routier pourvu que celui-ci soit muni d'un antidémarrreur éthylométrique agréé par la Société durant une période d'une, de deux ou de trois années selon que, au cours des 10 années précédant la révocation~~

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 1.2.4 (76.1.5 CSR)

Insérer après l'article 1, le suivant :

« **1.2.4.** L'article 76.1.5 de ce code est remplacé par le suivant :

« **76.1.5.** Le nouveau permis, délivré à une personne visée à l'article 76.1.4 qui réussit l'évaluation complète ou l'évaluation du maintien des acquis prévue à l'article 76.1.4.1, est assorti de la condition de conduire un véhicule routier muni d'un antidémarrreur éthylométrique agréé par la Société durant une période de deux ou de trois années selon que, au cours des dix années précédant la révocation ou la suspension, la personne n'a fait l'objet d'aucune révocation ou suspension pour une infraction liée à l'alcool ou à une alcoolémie élevée ou a fait l'objet d'une seule révocation ou suspension pour une infraction liée à l'alcool. » ».

Justification de l'amendement

Cette disposition vise à préciser que le nouveau permis délivré à une personne qui réussit l'évaluation du maintien des acquis est assorti d'une condition l'obligeant à conduire un véhicule muni d'un antidémarrreur éthylométrique, comme c'est déjà le cas lors de la réussite d'une évaluation complète.

En outre, cette disposition prévoit qu'une personne doit conduire un véhicule routier muni d'un antidémarrreur éthylométrique pour trois ans lorsque le permis a été révoqué une seule fois au cours des dix années précédentes pour une infraction liée à l'alcool, sauf celle liée à une alcoolémie élevée, plutôt qu'une fois et plus comme c'est le cas actuellement.

Texte modifié

~~76.1.5. Le nouveau permis, délivré à une personne visée à l'article 76.1.4, l'autorise à conduire un véhicule routier pourvu que celui-ci soit muni d'un antidémarrreur éthylométrique agréé par la Société durant une période de deux ou de trois années selon que, au cours des 10 années précédant la révocation ou la suspension, la personne s'est vu imposer aucune ou au moins une révocation ou suspension pour une infraction liée à l'alcool alors que la Société ne détient aucune information selon laquelle l'alcoolémie du contrevenant au moment où l'infraction a été commise était supérieure à 160 mg d'alcool par 100 ml de sang.~~

Ann 44
Art 1.2.4
(76.1.5)

Adapté

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 8.1 (209.2.1.1 à 209.2.1.3 CSR)

Insérer après l'article 8, le suivant :

« 8.1. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 209.2.1, des suivants :

« 209.2.1.1. L'agent de la paix procède sur-le-champ, au nom de la Société et aux frais du propriétaire, à la saisie d'un véhicule routier et à sa mise en fourrière pour une durée de 90 jours si la personne qui le conduit ou en a la garde ou le contrôle :

1° a une alcoolémie qui se révèle, par suite d'une épreuve d'alcootest effectuée conformément au Code criminel, supérieure à 80 mg d'alcool par 100 ml de sang et qu'au cours des 10 années précédant la saisie, elle a fait l'objet d'une révocation de permis pour une infraction reliée à l'alcool, à une alcoolémie élevée, au refus de fournir un échantillon d'haleine ou à un délit de fuite;

2° omet d'obtempérer, sans excuse raisonnable, à l'ordre qu'il lui donne en vertu de l'article 254 du Code criminel et qu'au cours des 10 années précédant la saisie, elle a fait l'objet d'une révocation de permis pour une infraction reliée à l'alcool, à une alcoolémie élevée, au refus de fournir un échantillon d'haleine ou à un délit de fuite.

Les deuxième et troisième alinéas de l'article 209.2.1 s'appliquent à une saisie effectuée en vertu du présent article.

« 209.2.1.2. Toute saisie de véhicule routier effectuée conformément à une disposition du présent code est d'une durée de 90 jours lorsque la personne qui conduit le véhicule ou en a la garde ou le contrôle a fait l'objet, au cours des 10 années précédant la saisie, de l'application d'une mesure prévue à l'article 202.0.1.

« 209.2.1.3. Pour l'application des articles 209.2.1 et 209.2.1.1, la révocation de permis comprend également la suspension du droit d'en obtenir un en vertu de l'article 180 et les définitions prévues à l'article 202.0.3 s'appliquent. ». ».

Justification de l'amendement

Cet amendement introduit une saisie sur-le-champ de 90 jours du véhicule routier conduit par tout récidiviste de l'alcool au volant. Elle prévoit également que toute saisie pratiquée ultérieurement à l'application d'une mesure prévue à l'article 202.0.1

Am 45

Art 8.1

(209.2.1.1
à
209.2.1.3)

Adopté

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 8 (209.2.1 CSR)

Remplacer l'article 8 par le suivant :

« 8. L'article 209.2.1 de ce code est modifié :

1° par le remplacement des paragraphes 1° à 3° du premier alinéa par les suivants :

« 1° a une alcoolémie qui se révèle, par suite d'une épreuve d'alcootest effectuée conformément au Code criminel, supérieure à 160 mg d'alcool par 100 ml de sang et qu'au cours des 10 années précédant la saisie, elle n'a fait l'objet d'aucune révocation de permis pour une infraction reliée à l'alcool, à une alcoolémie élevée, au refus de fournir un échantillon d'haleine ou à un délit de fuite;

« 2° omet d'obtempérer, sans excuse raisonnable, à l'ordre qu'il lui donne en vertu de l'article 254 du Code criminel et qu'au cours des 10 années précédant la saisie, elle n'a fait l'objet d'aucune révocation de permis pour une infraction reliée à l'alcool, à une alcoolémie élevée, au refus de fournir un échantillon d'haleine ou à un délit de fuite. »;

2° par l'addition de l'alinéa suivant :

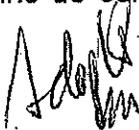
« En outre des chemins publics, le présent article s'applique sur les chemins soumis à l'administration du ministère des Ressources naturelles et de la Faune ou entretenus par celui-ci, sur les chemins privés ouverts à la circulation publique des véhicules routiers ainsi que sur les terrains de centres commerciaux et autres terrains où le public est autorisé à circuler. ». ».

Justification de l'amendement

Cette disposition en est une de concordance.

D'une part, elle modifie l'article 209.2.1 du Code pour tenir compte de la saisie de véhicule d'une durée de 90 jours à l'égard de tous les récidivistes de l'alcool au volant.

Am 46
Art 8
(209.2.1)



PROJET DE LOI 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 47
Art 10
(209.11)

AMENDEMENT

ARTICLE 10 (209.11 CSR)

Remplacer l'article 10 par le suivant :

« 10. L'article 209.11 de ce code est modifié :

1° par le remplacement des sous-paragraphes *c* et *d* du paragraphe 2° par le sous-paragraphe suivant :

« *c*) il ne pouvait raisonnablement prévoir, dans le cas d'une saisie effectuée en vertu de l'article 209.2.1 ou 209.2.1.1, que le conducteur commettrait l'infraction ayant donné lieu à la saisie; »

2° par la suppression des deuxième et troisième alinéas. »

Justification de l'amendement



Cet amendement propose de remplacer l'article 10 du projet de loi afin :

1° de reformuler les sous-paragraphes *c* et *d* du paragraphe 2° de l'article 209.11 pour tenir compte des nouvelles saisies de 90 jours applicables aux multirécidivistes de l'alcool au volant et pour prévoir dans quelles situations la remise en possession d'un véhicule routier saisi peut être autorisée par un juge de la Cour du Québec;

2° de supprimer les deuxième et troisième alinéas de l'article 209.11 du Code de la sécurité routière considérant que leur contenu est couvert par la disposition générale proposée par l'article 10.1 du projet de loi.

Texte modifié

209.11. Le propriétaire du véhicule routier saisi peut être remis en possession du véhicule aux conditions prévues à l'article 209.15, sur autorisation d'un juge de la Cour du Québec exerçant en son bureau en matière civile :

1° si, étant le conducteur du véhicule, il ignorait qu'il était sous le coup d'une sanction;

2° si, n'étant pas le conducteur du véhicule :

PROJET DE LOI 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 48
Art 10.1
(209.11.1)

AMENDEMENT

ARTICLE 10.1 (209.11.1 CSR)

Insérer, après l'article 10, le suivant :

« **10.1.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 209.11, du suivant :

« **209.11.1.** Lorsqu'un véhicule routier est saisi pour plus d'un motif, le propriétaire peut être remis en possession de son véhicule s'il démontre qu'il satisfait à toutes les conditions de remise en possession applicables à sa situation. Le juge peut décider du bien-fondé de tous les motifs de saisie dès lors qu'il a compétence exclusive sur l'un des motifs.

Un juge de la Cour du Québec a compétence exclusive sur une demande de mainlevée de saisie prévue aux articles 422.5 et 434.6 ».

Adopté

Justification de l'amendement

Cet amendement insère l'article 209.11.1 au Code de la sécurité routière qui reformule les conditions de remise en possession pour tenir compte des nouvelles saisies de véhicules liées à une alcoolémie prohibée, à une course de rue ou au fait de s'agripper à un véhicule.

PROJET DE LOI 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

Ann 49
Art 10.2
(209.14)

ARTICLE 10.2 (209.14 CSR)

Insérer, après l'article 10, le suivant :

« **10.2.** L'article 209.14 de ce code est remplacé par le suivant :

« **209.14.** Les dispositions des articles 209.11, 209.12 et 209.13 ne doivent pas être interprétées comme empêchant la Société d'autoriser, sur paiement des frais de garde et de remorquage engagés par le gardien, la remise en possession du véhicule si le propriétaire établit auprès de la Société qu'il satisfait aux conditions prévues à l'article 209.11.

Lorsque le véhicule conduit par son propriétaire est saisi en vertu des articles 209.2.1 ou 209.2.1.1, la remise en possession du véhicule ne peut être autorisée que s'il établit, auprès de la Société, qu'il n'a pas commis l'infraction ayant donné lieu à la saisie et qu'il acquitte les frais visés au premier alinéa.

Dans le cas où le véhicule est saisi pour plus d'un motif dont aucun n'est de la compétence exclusive d'un juge de la Cour du Québec, la remise en possession ne peut être autorisée que s'il établit, auprès de la Société, qu'il satisfait à toutes les conditions de remise en possession applicables à sa situation.

Le refus de la Société d'accorder la remise en possession du véhicule en vertu du deuxième alinéa peut être contesté devant le Tribunal administratif du Québec selon les modalités prévues aux articles 202.6.11 et 202.6.12.

Les règles prévues aux articles 202.6.3 à 202.6.5 et 202.6.7 à 202.6.10 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à une demande de remise en possession visée au présent article. ».



Justification de l'amendement

Cet amendement remplace l'article 209.14 du Code de la sécurité routière pour tenir compte des nouvelles saisies de véhicules d'une durée de 90 jours applicables aux multirécidivistes de l'alcool au volant et pour prévoir dans quelles situations la remise en possession d'un véhicule routier saisi peut être autorisée par la Société.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 50

AMENDEMENT

Art 10.5
(209.19)

ARTICLE 10.5 (209.19 CSR)

Insérer après l'article 10, le suivant :

« **10.5.** L'article 209.19 de ce code est modifié, dans le premier alinéa, par le remplacement de ce qui suit : « 2 500 \$ » par ce qui suit : « 3 000 \$ ». ».

Justification de l'amendement

Adaptation

Cet amendement est apporté pour hausser de 2 500 \$ à 3 000 \$ la valeur du véhicule routier saisi et non réclamé afin de permettre au gardien du véhicule de recouvrer sa créance, lorsque la Société de l'assurance automobile du Québec lui cède le véhicule.

Texte modifié

209.19. Lorsque la valeur du véhicule routier est égale ou inférieure à ~~2 500 \$~~ **3 000 \$**, la Société peut, après avoir mis le véhicule au rancart, le vendre ou en disposer par tout autre mode, notamment le donner au gardien en paiement de sa créance pour les frais de remorquage et de garde du véhicule.

La disposition doit faire l'objet d'un préavis d'au moins cinq jours adressé au propriétaire du véhicule et à chacun des titulaires de droits publiés sur le registre des droits personnels et réels mobiliers relativement au véhicule. Ce préavis mentionne notamment, outre l'année, la marque, le modèle et le numéro d'immatriculation du véhicule ainsi que le nom du propriétaire, le droit de ce dernier de réclamer le véhicule en tout temps avant la disposition, sur paiement des frais de remorquage et de garde exigibles par le gardien du véhicule et de ceux que peut exiger la Société.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 51
Art 2.1
(98.1)

AMENDEMENT

ARTICLE 2.1 (98.1 CSR)

Insérer après l'article 2, le suivant :

« 2.1. L'article 98.1 de ce code est abrogé. »

Adopté
mm

Justification de l'amendement

Cet amendement est apporté pour supprimer l'article 98.1 du Code de la sécurité routière lequel n'a plus sa raison d'être. En effet, cet article est repris dans la section du code relative à la saisie des véhicules auquel il s'applique. Quant à l'amende, une disposition spécifique est proposée pour le non-respect de la condition de conduire un véhicule muni d'un antidémarrreur éthylométrique.

Texte modifié

~~98.1. Le titulaire d'un permis probatoire ou d'un permis de conduire autorisant uniquement la conduite d'un véhicule routier muni d'un antidémarrreur éthylométrique qui conduit un véhicule routier non muni d'un tel dispositif ou qui n'en respecte pas les conditions d'utilisation établies par la Société est réputé conduire sans être titulaire du permis prévu à l'article 65.~~

~~Il en est de même pour la personne visée à l'article 76.1.12, si elle conduit un véhicule ou en a la garde ou le contrôle sans respecter les conditions prévues à cet article.~~

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 10.4 (209.18 CSR)

Insérer après l'article 10, le suivant :

« 10.4. L'article 209.18 de ce code, dans le premier alinéa, est modifié par le remplacement de ce qui suit : « 2 500 \$ » par ce qui suit : « 3 000 \$ » ».

Justification de l'amendement

Cet amendement est apporté pour porter à plus de 3 000 \$ la valeur du véhicule routier saisi et non réclamé dont la Société de l'assurance automobile du Québec peut disposer par vente aux enchères. Ce montant est haussé pour tenir compte de la nouvelle période de saisie du véhicule d'une durée de 90 jours applicable aux récidivistes de l'alcool au volant et de son impact sur la créance du gardien.

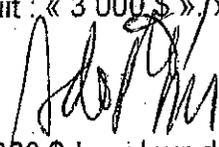
Texte modifié

209.18. Lorsque la valeur du véhicule routier est supérieure à ~~2 500 \$~~ 3 000 \$, la Société en dispose par vente aux enchères.

La vente doit faire l'objet d'un préavis d'au moins 10 jours adressé au propriétaire du véhicule et à chacun des titulaires de droits publiés sur le registre des droits personnels et réels mobiliers relativement au véhicule, de même que d'un préavis de même durée publié dans un journal circulant dans la localité de résidence du propriétaire ou, si celui-ci est une personne morale, dans la localité de son établissement. Ces préavis mentionnent notamment, outre l'année, la marque, le modèle et le numéro d'immatriculation du véhicule ainsi que le nom du propriétaire, le droit de ce dernier de réclamer le véhicule en tout temps avant la vente, sur paiement des frais de remorquage et de garde exigibles par le gardien du véhicule et de ceux que peut exiger la Société en application du paragraphe 13.1° de l'article 624.

Les règles du Code civil relatives à la vente aux enchères volontaires s'appliquent, pour le reste, à la vente faite par la Société en application du présent article.

Am 52
Art 10.4
(209.18)



PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 53

AMENDEMENT

Art 45.7

(25)

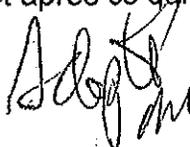
ARTICLE 45.7 (25 LJA)

Insérer après l'article 45, ce qui suit :

« LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

« **45.7.** L'article 25 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3) est modifié par l'insertion, dans le deuxième alinéa et après ce qui suit : « 2.1.1, », de ce qui suit : « 2.1.2, ». ».

Justification de l'amendement



Cet amendement prévoit que la contestation devant le Tribunal administratif du Québec d'une décision de la Société de refuser la remise en possession d'un véhicule routier est entendue par un membre seul qui est avocat ou notaire.

Texte modifié

25. Les recours visés aux paragraphes 0.1°, 2°, 2.2°, 7°, 10° et 12° de l'article 3 de l'annexe I sont instruits et décidés par une formation de deux membres dont l'un est avocat ou notaire et l'autre médecin.

Les recours visés aux paragraphes 1°, 2.1.1°, **2.1.2**, 2.3°, 3°, 5°, 6°, 8°, 9°, 11°, 12.0.1°, 12.1°, 13° et 14° de l'article 3 de l'annexe I sont instruits et décidés par un membre seul qui est avocat ou notaire.

Les recours visés aux paragraphes 2.1° et 5.1° de l'article 3 de l'annexe I sont instruits et décidés par une formation de deux membres dont l'un est avocat ou notaire et l'autre une personne ayant une bonne connaissance du milieu de l'éducation.

Les recours visés au paragraphe 8.1° de l'article 3 de l'annexe I sont instruits et décidés par un membre seul qui est avocat ou notaire. Toutefois, lorsque le recours porte sur une décision fondée sur l'un ou l'autre des motifs prévus au paragraphe 1° de l'article 67 de la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (chapitre S-6.2), il doit être instruit et décidé par une formation de deux membres dont l'un est avocat ou notaire et l'autre médecin.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 45.8 (119 LJA)

Insérer après l'article 45, le suivant :

« **45.8.** L'article 119 de cette loi est modifié par l'addition du paragraphe suivant :

« 8° un recours formé en vertu de l'article 209.14 du Code de la sécurité routière à la suite d'une décision de refuser la remise en possession d'un véhicule routier. ». ».

Justification de l'amendement,

Cet amendement prévoit que la contestation devant le Tribunal administratif du Québec d'une décision de la Société de refuser la remise en possession d'un véhicule routier est instruite et jugée d'urgence.

Texte modifié

119. Doit être instruit et jugé d'urgence:

[...]

7° un recours formé en vertu de l'article 202.6.11 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) à la suite d'une décision de suspendre un permis ou le droit d'en obtenir un pour une période de 30 ou de 60 jours pour un excès de vitesse ou de 90 jours pour présence d'alcool dans l'organisme;

8° un recours formé en vertu de l'article 209.14 du Code de la sécurité routière à la suite d'une décision de refuser la remise en possession d'un véhicule routier.

Am 54
N 458
(119)

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

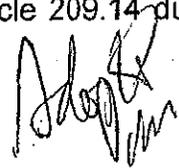
Ann 5
Art 45.9
(Annexe I)

ARTICLE 45.9 (ANNEXE I LJA)

Insérer après l'article 45, le suivant :

« **45.9.** L'article 3 de l'annexe I de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 2.1.1, du paragraphe suivant :

« 2.1.2° les recours formés en vertu de l'article 209.14 du Code de la sécurité routière; ». ».



Justification de l'amendement

Cet amendement prévoit que la contestation devant le Tribunal administratif du Québec d'une décision de la Société de refuser la remise en possession d'un véhicule routier est entendue devant la section des affaires sociales de ce tribunal.

Texte modifié

3. En matière de services de santé et de services sociaux, d'éducation et de sécurité routière, la section des affaires sociales connaît des recours suivants:

[...]

2.1.1° les recours formés en vertu de l'article 202.6.11 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2);

2.1.2° les recours formés en vertu de l'article 209.14 du Code de la sécurité routière;

[...]

PROJET DE LOI 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 4.1 (202.2.1.1 et 202.2.1.2 CSR)

Insérer après l'article 4, le suivant :

« **4.1.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 202.2.1, édicté par l'article 18 du chapitre 29 des lois de 2002, des suivants :

« **202.2.1.1.** Il est interdit à toute autre personne que celle visée à l'article 202.2 de conduire ou d'avoir la garde ou le contrôle d'un autobus, d'un minibus ou d'un taxi s'il y a quelque présence d'alcool dans son organisme.

« **202.2.1.2.** Il est interdit de conduire ou d'avoir la garde ou le contrôle d'un véhicule lourd autre qu'un véhicule visé à l'article 202.2.1.1 si son alcoolémie est égale ou supérieure à 50 mg d'alcool par 100 ml de sang.

Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne :

- 1° un ensemble de véhicules routiers d'une masse nette de plus de 3 000 kg formé d'un véhicule de promenade tirant une caravane ou une tente-caravane;
- 2° une autocaravane;
- 3° un véhicule lourd d'une masse nette de 3 000 kg ou moins sur lequel il n'est pas obligatoire d'apposer des plaques d'indication de danger selon un règlement pris en application de l'article 622. ».

Justification de l'amendement

Cet amendement établit à l'article 202.2.1.1 une interdiction totale d'alcool pour le conducteur d'un autobus, d'un minibus ou d'un taxi qui n'est pas assujéti à une telle interdiction. Actuellement, le titulaire d'un permis d'apprenti-conducteur ou d'un permis probatoire y est assujéti et le titulaire d'un permis de conduire qui est âgé de 21 ans ou moins y serait assujéti si l'article 4 était adopté.

L'article 4.1 établit à l'article 202.2.1.2 une interdiction d'avoir une alcoolémie égale ou supérieure à 50 mg pour le conducteur d'un véhicule lourd autre qu'un minibus ou qu'un autobus.

Am 56
Art 4.1
(202.2.1.1 est)
202.2.1.2

Adopté

PROJET DE LOI 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLES 4.2 (202.3 CSR)

Insérer après l'article 4, le suivant :

« 4.2. L'article 202.3 de ce code est modifié par l'insertion, après ce qui suit :
« 202.2 », de ce qui suit : « , 202.2.1.1 ou 202.2.1.2 ». ».

Justification de l'amendement

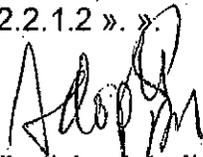
Cet amendement est une concordance à l'article 4.1. Il modifie l'article 202.3 pour conférer à l'agent de la paix le pouvoir de soumettre les conducteurs de taxi et les conducteurs de véhicules lourds (autobus, minibus et véhicule de transport de biens) à une épreuve de dépistage de l'alcool.

Texte modifié

202.3. Un agent de la paix qui a des raisons de soupçonner la présence d'alcool dans l'organisme d'une personne soumise à l'interdiction prévue à l'article 202.2, **202.2.1.1** ou **202.2.1.2** peut lui ordonner de lui fournir immédiatement l'échantillon d'haleine qu'il estime nécessaire pour l'analyser à l'aide d'un appareil de détection approuvé par le ministre de la Sécurité publique et conçu pour déceler la présence d'alcool dans le sang d'une personne. Cet appareil doit être entretenu et utilisé conformément aux normes prévues par règlement et par des personnes ayant reçu la formation prévue par règlement.

Aux fins de prélever les échantillons d'haleine, l'agent de la paix peut ordonner à cette personne de le suivre.

Am 57
Art 4.2
(202.3)



PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 58
Art 50.1

AMENDEMENT

ARTICLE 50.1

Insérer après l'article 50, le suivant :

« 50.1. À la date d'entrée en vigueur de l'article 18 du chapitre 29 des lois de 2002 :

1° les articles 202.2.1.1 et 202.2.1.2 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2), édicté par l'article 4.1, sont abrogés;

2° l'article 202.3 de ce code est modifié par la suppression de ce qui suit :
« , 202.2.1.1 ou 202.2.1.2 »;

3° l'article 202.4 de ce code est modifié :

a) par le remplacement, au paragraphe 3° du premier alinéa, de ce qui suit : « 202.2.1.1 » par ce qui suit : « 202.2.1 » et au quatrième alinéa, de ce qui suit : « à l'article 202.2.1.1 ou à l'article 202.2.1.2 » par ce qui suit « à l'article 202.2.1 »;

b) par la suppression du paragraphe 4° du premier alinéa;

4° le deuxième alinéa de l'article 202.4 du Code de la sécurité routière, édicté par l'article 20 du chapitre 29 des lois de 2002, est supprimé.

Justification de l'amendement

Adopté

Cet amendement établit que l'interdiction totale d'alcool applicable au conducteur d'un autobus, d'un minibus ou d'un taxi sera abrogée ainsi que la suspension pour une alcoolémie de 0.05 à l'égard d'un conducteur d'un véhicule lourd de transport de biens lorsqu'entrera en vigueur l'interdiction totale d'alcool applicable au conducteur d'un véhicule lourd, d'un véhicule d'urgence ou d'un taxi.

Texte non en vigueur de l'article 18 du chapitre 29 des lois de 2002

18. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 202.2, du suivant :

« 202.2.1. Il est interdit à toute autre personne que celle visée à l'article 202.2 de conduire ou d'avoir la garde ou le contrôle d'un véhicule lourd, d'un véhicule d'urgence ou d'un taxi s'il y a quelque présence d'alcool dans son organisme.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

Ann 59
Art 50.2

ARTICLE 50.2

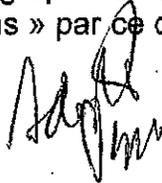
Insérer après l'article 50, le suivant :

« **50.2.** À la date d'entrée en vigueur du paragraphe 3° de l'article 3 du chapitre 39 des lois de 2005, en ce qui concerne le sous-paragraphe a du paragraphe 3° de l'article 2 de la Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds, l'article 202.2.1.2 du Code de la sécurité routière, édicté par l'article 4.1, est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 1° du deuxième alinéa par le suivant :

« 1° un ensemble de véhicules routiers formé d'un véhicule de promenade tirant une caravane ou une tente-caravane et dont le poids nominal brut combiné totalise 4 500 kg ou plus; »

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3° du deuxième alinéa, de ce qui suit « d'une masse nette de 3 000 kg ou moins » par ce qui suit « dont le poids nominal brut est de 4 500 kg ou plus ». ».



Justification de l'amendement

Cet amendement permettra de tenir compte du remplacement de la notion de masse nette de 3 000 kg par la notion de poids nominal brut de 4 500 kg, dans la disposition sur l'interdiction d'alcoolémie à 50 mg applicable au conducteur d'un véhicule lourd autre qu'un minibus ou qu'un autobus, lorsque ce remplacement sera en vigueur.

Textes auxquels réfère l'article 50.2

Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds modifiée par le paragraphe 3° de l'article 3 du chapitre 39 des lois de 2005

2. Pour l'application de la présente loi :

[...]

3° sont des « véhicules lourds » :

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

Am 60
Art 3

ARTICLE 50.3

Insérer après l'article 50, le suivant :

« **50.3.** À la date d'entrée en vigueur du paragraphe 3° de l'article 1 du chapitre 14 des lois de 2008 :

1° l'article 202.2.1.1 du Code de la sécurité routière, édicté par l'article 4.1, est modifié par la suppression de ce qui suit : « , d'un minibus »;

2° l'article 401 du Code de la sécurité routière, modifié par l'article 21.1, est modifié par la suppression, dans le deuxième alinéa, des mots « ou d'un minibus ». ».

Justification de l'amendement



Cet amendement permettra de tenir compte du remplacement de la notion de minibus par la notion d'autobus, dans les dispositions sur l'interdiction totale d'alcool et sur la ceinture de sécurité, lorsque ce remplacement entrera en vigueur.

Textes auxquels réfère l'article 50.3

Code de la sécurité routière modifié par le paragraphe 3° de l'article 1 du chapitre 14 des lois de 2008

4. Dans le présent code, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par les mots :

[...]

~~«**autobus**» : un véhicule automobile, autre qu'un minibus, aménagé pour le transport de plus de neuf occupants à la fois et utilisé principalement à cette fin, ou équipé de dispositifs d'immobilisation de fauteuils roulants;~~

« **autobus** » :

- a) un véhicule automobile aménagé pour le transport de 11 occupants ou plus ;
- b) un véhicule automobile aménagé pour le transport de personnes handicapées qui est visé par un règlement du gouvernement concernant le transport par autobus pris en vertu de la Loi sur les transports (chapitre T-12) que le transporteur doive ou non être titulaire d'un permis en vertu d'un tel règlement ;

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 47 (2007, chapitre 40, article 31)

Remplacer l'article 47 par le suivant :

« 47. L'article 31 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa de l'article 191.2 qu'il remplace par les suivants :

« 191.2. Lorsque le nombre de points d'inaptitude inscrits au dossier d'une personne titulaire d'un permis d'apprenti-conducteur, d'un permis probatoire ou d'un permis de conduire autorisant uniquement la conduite d'un cyclomoteur ou d'un tracteur de ferme est égal ou supérieur à celui prévu par un règlement pris en vertu du paragraphe 9.3° de l'article 619, la Société révoque le permis ou suspend, si elle n'en n'est pas titulaire, son droit de l'obtenir dans les cas suivants :

1° cette personne est titulaire d'un permis d'apprenti-conducteur sans être ou avoir été titulaire d'un permis de conduire;

2° cette personne est titulaire d'un permis probatoire;

3° cette personne est titulaire depuis moins de 5 ans d'un permis de conduire autorisant uniquement la conduite d'un cyclomoteur ou d'un tracteur de ferme;

4° cette personne est titulaire d'un permis restreint délivré à la suite de la révocation d'un permis probatoire.

Lorsqu'une personne n'a été titulaire que d'un permis de conduire autorisant uniquement la conduite d'un cyclomoteur ou d'un tracteur de ferme, elle ne peut opposer l'exception prévue au paragraphe 1° du premier alinéa .

La suspension prévue au premier alinéa s'applique également à l'égard de la personne qui n'a jamais été titulaire d'un permis de conduire ou qui n'a été, pendant moins de 5 ans, titulaire que d'un permis de conduire autorisant uniquement la conduite d'un cyclomoteur ou d'un tracteur de ferme.

Lorsqu'une personne est titulaire d'un permis d'apprenti-conducteur ou d'un permis probatoire, elle ne peut opposer pour se soustraire au premier alinéa qu'elle est titulaire depuis 5 ans ou plus d'un permis autorisant la conduite d'un cyclomoteur ou d'un tracteur de ferme. »

Adopté

Ann 61
Art 47

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 31 (492.4 CSR)

Supprimer l'article 31.

Justification de l'amendement

Cet amendement prévoit le retrait de l'article 31 qui concerne le port obligatoire du casque à vélo.

Texte modifié

~~31. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 492.3, du suivant :~~

~~«492.4. Le gouvernement peut, par règlement, rendre obligatoire, pour une personne âgée de 12 ans ou moins prenant place sur une bicyclette, le port d'un casque protecteur conforme aux normes qu'il établit. ».~~

Ann 62
Art 31
(492.4)



PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 30 (490 CSR)

Supprimer l'article 30.

Justification de l'amendement

Cet amendement vise à retirer du projet de loi la modification prévue à l'article 490 du Code pour maintenir la règle à l'effet qu'un cycliste puisse signaler son intention de tourner à droite en plaçant l'avant-bras gauche verticalement vers le haut.

*Am 63
Art 30
(490)*

Adopté

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 44

Remplacer l'article 44 du projet de loi par le suivant :

« 44. L'article 626 de ce code, modifié par l'article 100 du chapitre 14 des lois de 2008, est de nouveau modifié :

1° par l'addition, après le paragraphe 15° du premier alinéa, des paragraphes suivants :

« 16° permettre la circulation à contresens de bicyclettes, sur toute ou partie d'une voie de circulation à sens unique d'un chemin public dont l'entretien est à sa charge, dans les conditions qu'elle détermine, pourvu que cette permission soit clairement indiquée par une signalisation installée aux intersections de cette voie de circulation;

« 17° autoriser, sur tout ou partie d'un chemin dont l'entretien est à sa charge, le surveillant devant une souffleuse à neige à circuler à bord d'un véhicule routier. »;

2° par l'addition de l'alinéa suivant :

« Tout règlement ou ordonnance édicté en vertu du paragraphe 17° doit, dans les 15 jours de son adoption, être transmis au ministre des Transports, accompagné d'un rapport décrivant et illustrant les chemins ou parties de chemin où le surveillant devant une souffleuse à neige est autorisé à circuler à bord d'un véhicule routier. Le rapport énonce les vérifications effectuées pour s'assurer que l'autorisation ne porte pas atteinte à la sécurité du public. Ce règlement ou cette ordonnance entre en vigueur 90 jours après son adoption à moins d'avoir fait l'objet d'un avis de désaveu du ministre publié à la *Gazette officielle du Québec*. ».

Justification de l'amendement

Tenant compte des commentaires du Protecteur du citoyen, l'amendement propose d'introduire un pouvoir de désaveu du ministre des Transports concernant le règlement d'une municipalité qui autoriserait le surveillant d'une souffleuse à neige à circuler à bord d'un autre véhicule routier.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 30.1

Insérer, après l'article 30 du projet de loi, le suivant :

« 30.1 L'article 492 de ce code est abrogé. ».

Adopté
m

Ann 65
Art 30.1

COMMENTAIRE :

L'amendement vise à introduire un article proposant l'abrogation de l'article 492 du *Code de la sécurité routière* qui oblige le conducteur d'une bicyclette à circuler sur la voie cyclable lorsque le chemin public comporte une telle voie.

TEXTE MODIFIÉ

~~492. Lorsque le chemin public comporte une voie cyclable, le conducteur d'une bicyclette, autre qu'une bicyclette assistée, doit l'emprunter.~~

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Ann 66
Art 29.1

AMENDEMENT

ARTICLE 29.1

Insérer, après l'article 29 du projet de loi, le suivant :

« 29.1 L'article 487 de ce code est modifié :

1° par le remplacement de ce qui suit : « Sous réserve de l'article 492, le » par ce qui suit : « Le »;

2° par le remplacement de ce qui suit : « sauf si cet espace est obstrué ou s'il s'apprête à effectuer un virage à gauche. » par ce qui suit : « sauf s'il s'apprête à effectuer un virage à gauche, s'il est autorisé à circuler à contresens ou en cas de nécessité. ». ».

COMMENTAIRE :

L'article introduit propose de simplifier les exceptions à l'application de la règle voulant que le cycliste doive circuler à l'extrême droite de la chaussée. Il apparaît en effet que le motif de l'obstruction de la voie est insuffisant, notamment lorsqu'il existe une voie pour tourner à droite et que le cycliste désire poursuivre son chemin sans y tourner. Ce paragraphe apporte également une mesure de concordance aux dispositions de l'article 44 qui introduisent le pouvoir de réglementer la circulation des bicyclettes à contresens.

TEXTE MODIFIÉ

487. ~~Sous réserve de l'article 492, le~~ Le conducteur d'une bicyclette doit circuler à l'extrême droite de la chaussée et dans le même sens que la circulation, ~~sauf si cet espace est obstrué ou s'il s'apprête à effectuer un virage à gauche.~~ ~~sauf s'il s'apprête à effectuer un virage à gauche, s'il est autorisé à circuler à contresens ou en cas de nécessité.~~

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 67

AMENDEMENT

Art. 4/2
(597)

ARTICLE 41.2 (597 CSR)

Insérer, après l'article 41, l'article suivant :

« 41.2. L'article 597 de ce code est modifié :

1° par l'ajout, à la fin du premier alinéa et après le mot « territoire », de ce qui suit : «, exclusion faite, le cas échéant, de toute partie de ce territoire visée par une entente conclue en vertu du deuxième alinéa »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« De même, elle peut être intentée, si une entente conclue avec le gouvernement l'autorise à prendre une telle poursuite :

1° par une communauté autochtone, représentée par son conseil de bande, lorsque l'infraction est commise sur le territoire qui lui est attribué et qui fait l'objet d'une entente de services de police conclue en vertu de l'article 90 de la Loi sur la police (chapitre P-13.1);

2° par une communauté crie, représentée par son conseil de bande, lorsque l'infraction est commise sur la partie du territoire visé à l'article 102.6 de cette loi qui est déterminée dans l'entente;

3° par le village naskapi, lorsque l'infraction est commise sur le territoire visé à l'article 99 de cette loi;

4° par l'Administration régionale crie, lorsque l'infraction est commise sur le territoire visé à l'article 102.6 de cette loi, exclusion faite, le cas échéant, de toute partie de celui-ci qui fait l'objet d'une entente conclue avec une communauté crie en vertu du présent alinéa;

5° par l'Administration régionale Kativik, lorsque l'infraction est commise sur le territoire visé à l'article 369 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (chapitre V-6.1). » ».

Adopté

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Ann 68
Art 41.1

AMENDEMENT

ARTICLES 41.1

Insérer, après l'article 41, l'article suivant :

« 41.1. L'intitulé de la section III du chapitre II du titre X de code est remplacé par le suivant :

« POURSUITES PAR UNE MUNICIPALITÉ OU PAR UNE ENTITÉ AUTOCHTONE ». ».

Justification de l'amendement



Les modifications proposées visent à permettre que les entités autochtones identifiées puissent conclure une telle entente en les habilitant expressément. En effet, l'article 597 du Code de la sécurité routière n'a pas été adapté, notamment, à la nouvelle réalité policière dans les communautés crie. En effet, l'article 597 ne répond plus, depuis le 1^{er} avril 2009, à la nouvelle organisation policière appelée éventuellement à être mise en place dans les communautés crie, qui prévoit que le corps de police sera sous la responsabilité de l'Administration régionale crie et non plus des villages crie.

Texte modifié

~~POURSUITES PAR UNE MUNICIPALITÉ OU UNE COMMUNAUTÉ
AUTOCHTONE~~ POURSUITES PAR UNE MUNICIPALITÉ OU PAR UNE ENTITÉ
AUTOCHTONE

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 41.3 (601.1 et 621 CSR)

Insérer, après l'article 41, l'article suivant :

« **41.3.** Les articles 601.1 et 621 de ce code sont modifiés par le remplacement du mot « communauté » par le mot « entité ». ».

Justification de l'amendement

Les modifications proposées visent à permettre que les entités autochtones identifiées puissent conclure une telle entente en les habilitant expressément. En effet, l'article 597 du *Code de la sécurité routière* n'a pas été adapté, notamment, à la nouvelle réalité policière dans les communautés crie. En effet, l'article 597 ne répond plus, depuis le 1^{er} avril 2009, à la nouvelle organisation policière appelée éventuellement à être mise en place dans les communautés crie, qui prévoit que le corps de police sera sous la responsabilité de l'Administration régionale crie et non plus des villages crie.

Textes modifiés

601.1. Les articles 112, 587.1 et 649 sont applicables à une communauté **entité** autochtone ayant conclu une entente sur le droit de poursuite, selon les modalités qui y sont prévues.

621. Le gouvernement peut, par règlement:

[...]

52° fixer, en fonction des coûts encourus par la Société pour l'application de l'article 194, le montant par lequel est multiplié le nombre d'avis transmis à la Société conformément à l'article 365 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) afin d'établir la somme que versent à la Société le gouvernement, toute municipalité et toute communauté **entité** autochtone conformément à l'article 648.2.

[...].

Am 69
Art 41.3
(601.1 et 621)

Adopté

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 45.1 (648 CSR)

Insérer, après l'article 45, l'article suivant :

« 45.1. L'article 648 de ce code est modifié par le remplacement des mots « la communauté » par ce qui suit : « l'entité ». ».

Justification de l'amendement

Les modifications proposées sont de concordance avec celles proposées à l'article 597 du Code de la sécurité routière.

Texte modifié

648. Les sommes perçues en vertu du présent code sont versées au fonds consolidé du revenu, dans les délais et selon les modalités fixés par le ministre des Finances, sauf :

1° les amendes qui appartiennent à la municipalité ou à la communauté l'entité autochtone poursuivantes;

[...]

Ann 70
Art 45.1
(648)

Adopté

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 45.2 (648.2 CSR)

Insérer, après l'article 45, l'article suivant :

« **45.2.** L'article 648.2 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « communauté autochtone » par ce qui suit : « entité autochtone ayant conclu une entente en vertu du deuxième alinéa de l'article 597 »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, du mot « communautés » par le mot « entités ». ».

Justification de l'amendement

Les modifications proposées sont de concordance avec celles proposées à l'article 597 du Code de la sécurité routière.

Texte modifié

648.2. Le gouvernement, toute municipalité et toute communauté autochtone **entité autochtone ayant conclu une entente en vertu du deuxième alinéa de l'article 597** doivent, pour l'application de l'article 194, déduire du montant équivalant au total des amendes et des frais qu'ils ont respectivement perçus et pour lesquels un avis prévu à l'article 365 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) a été transmis à la Société, une somme correspondant au produit obtenu en multipliant le montant fixé par règlement du gouvernement par le nombre d'avis qu'ils ont transmis à la Société, en application de l'article 365 du Code de procédure pénale. La Société fixe les modalités de versement de ces sommes.

Si le total des sommes versées à la Société en vertu du premier alinéa par le gouvernement, les municipalités et les communautés **entités** autochtones au cours d'une année s'avère inférieur aux coûts encourus par la Société pour l'application de l'article 194 au cours de la même année, la différence est reportée à l'année subséquente pour paiement. Si le total de ces sommes s'avère supérieur à ces coûts, la différence est déduite des coûts pour l'année subséquente.

Am 71
Art 45.2
(648.2)

Adapté DU

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 45.6 (15.0.1 LIT)

Insérer, après l'article 45, le suivant :

« LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC

« 45.6. L'article 15.0.1 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2), édicté par l'article 2 du chapitre 25 des lois de 2010, est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« Malgré l'article 72 de la Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31), une poursuite pénale pour une infraction visée à l'article 14.3 peut être intentée par une municipalité locale lorsque l'infraction est commise sur son territoire, exclusion faite, le cas échéant, de toute partie de ce territoire visée par une entente conclue en vertu du deuxième alinéa. Une telle poursuite peut être intentée devant la cour municipale compétente. »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« De même, elle peut être intentée, si une entente conclue avec le gouvernement l'autorise à prendre une telle poursuite :

1° par une communauté autochtone, représentée par son conseil de bande, lorsque l'infraction est commise sur le territoire qui lui est attribué et qui fait l'objet d'une entente de services de police conclue en vertu de l'article 90 de la Loi sur la police (chapitre P-13.1);

2° par une communauté crie, représentée par son conseil de bande, lorsque l'infraction est commise sur la partie du territoire visé à l'article 102.6 de cette loi qui est déterminée dans l'entente;

3° par le village naskapi, lorsque l'infraction est commise sur le territoire visé à l'article 99 de cette loi;

4° par l'Administration régionale crie, lorsque l'infraction est commise sur le territoire visé à l'article 102.6 de cette loi, exclusion faite, le cas échéant, de toute partie

Am 72
Art 45.6
(15.0.1)

1/2

de celui-ci qui fait l'objet d'une entente conclue avec une communauté crie en vertu du présent alinéa;

5° par l'Administration régionale Kativik, lorsque l'infraction est commise sur le territoire visé à l'article 369 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (chapitre V-6.1). » »

Justification de l'amendement

Adopté

Les modifications proposées sont de concordance avec celles proposées à l'article 597 du Code de la sécurité routière qui identifie les entités autochtones qui peuvent conclure une entente avec le gouvernement pour leur permettre d'agir à titre de poursuivant pour des infractions à cette loi.

Texte modifié

~~15.0.1. Malgré l'article 72 de la Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31), une poursuite pénale pour une infraction visée à l'article 14.3 peut être intentée par une municipalité locale lorsque l'infraction est commise sur son territoire, exclusion faite des territoires spécifiés au deuxième alinéa. Le cas échéant, elle peut être intentée devant la cour municipale compétente.~~

~~De même, elle peut être intentée, si une entente a été conclue à cette fin avec le gouvernement :~~

~~1° par une communauté autochtone, représentée par son conseil de bande, lorsque l'infraction est commise, selon le cas :~~

~~a) sur la réserve qui lui est attribuée;~~

~~b) sur le territoire qui fait l'objet de conditions particulières de services de police arrêtées à son égard par le ministre de la Sécurité publique ou convenues entre elle et le gouvernement en vertu de la Loi sur la police (chapitre P-13.1);~~

~~2° par le village naskapi, lorsque l'infraction est commise sur le territoire visé à l'article 99 de la Loi sur la police;~~

~~3° par l'Administration régionale crie, lorsque l'infraction est commise sur le territoire visé à l'article 102.6 de la Loi sur la police;~~

~~4° par l'Administration régionale Kativik, lorsque l'infraction est commise sur le territoire visé à l'article 369 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (chapitre V-6.1).~~

Malgré l'article 72 de la Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31), une poursuite pénale pour une infraction visée à l'article 14.3 peut être intentée par une municipalité locale lorsque l'infraction est commise sur son territoire,

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Ann 73

Art 49.1

AMENDEMENT

ARTICLE 49.1

Insérer, après l'article 49, ce qui suit :

« TARIF POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 194 DU CODE DE LA SÉCURITÉ
ROUTIÈRE

49.1. L'article 1 du Tarif pour l'application de l'article 194 du Code de la sécurité routière, édicté par le décret n° 414-2004 du 28 avril 2004 (2004, G.O. 2, 1991A), est modifié par le remplacement des mots « communauté autochtone » par les mots « entité autochtone ». ».

Adopté

Justification de l'amendement

La modification proposée est de concordance avec celles proposées à l'article 597 du Code de la sécurité routière.

Texte modifié

1. Pour l'établissement de la compensation que le gouvernement, une municipalité ou une ~~communauté autochtone~~ **entité autochtone** doit payer, en vertu de l'article 648.2 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2) à la Société de l'assurance automobile du Québec pour l'application de l'article 194 de ce code, le montant visé à cet article 648.2 est fixé à 22 \$.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Ann 74

AMENDEMENT

Art 15.1
(328)

ARTICLE 15.1 (328 CSR)

Insérer, après l'article 15, le suivant :

« 15.1. L'article 328 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe 1° du premier alinéa par le suivant :

« 1° inférieure à 60 km/h et supérieure à 100 km/h sur les autoroutes, sauf :

a) si une signalisation comportant un message lumineux et variable vient indiquer, selon les circonstances et les temps de la journée, dont les conditions climatiques ou les périodes de pointe, la vitesse minimale ou maximale autorisée sur la partie de l'autoroute visée par cette signalisation;

b) si un permis spécial de circulation établit comme condition, pour l'utilisation d'un véhicule routier hors normes, de circuler à une vitesse inférieure; ».

Justification de l'amendement

Adapté

L'article inséré propose des modifications à l'article 328 du Code de la sécurité routière afin d'autoriser que les limites de vitesse sur les autoroutes puissent être variables. Ainsi, grâce à une signalisation appropriée, les limites de vitesse pourront varier, entre autres, pour prévenir des accidents lorsque les conditions climatiques l'exigent.

Texte modifié

328. Sauf sur les chemins où une signalisation contraire apparaît et sans restreindre la portée de l'article 327, nul ne peut conduire un véhicule routier à une vitesse:

~~1° inférieure à 60 km/h et supérieure à 100 km/h sur les autoroutes, sauf si un permis spécial de circulation établit comme condition, pour l'utilisation d'un véhicule routier hors normes, de circuler à une vitesse inférieure;~~

1° inférieure à 60 km/h et supérieure à 100 km/h sur les autoroutes, sauf :

a) si une signalisation comportant un message lumineux et variable vient indiquer, selon les circonstances et les temps de la journée, dont les conditions

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Avec le consentement de la commission, rouvrir l'article 16 et proposer l'amendement.

Am 75
Art 16
(328.1)

AMENDEMENT

ARTICLE 16 (328.1 CSR)

Ajouter, dans le premier alinéa de l'article 16, le paragraphe suivant :

« 3° par l'insertion, dans le paragraphe 3° et après « 100 km/h », des mots « et plus ». ».

Adopté

Justification de l'amendement

L'amendement propose l'ajout d'un paragraphe à l'article 16 pour prévoir la suspension du permis de conduire d'un conducteur roulant, dans une zone où la vitesse permise est supérieure à 100 km/h, à une vitesse de 60 km/h ou plus au-delà de cette limite

Texte modifié

328.1. Un agent de la paix suspend sur-le-champ, au nom de la Société et pour une période de sept jours, le permis visé à l'article 61 de toute personne qui:

1° dans une zone où la limite de vitesse maximale autorisée est d'au plus 60 km/h, conduit un véhicule routier à une vitesse de 40 km/h ou plus au-delà de la vitesse maximale indiquée;

2° dans une zone où la limite de vitesse maximale autorisée est supérieure à 60 km/h et d'au plus 90 km/h, conduit un véhicule routier à une vitesse de 50 km/h ou plus au-delà de la vitesse maximale indiquée;

3° dans une zone où la limite de vitesse maximale autorisée est de 100 km/h **et plus**, conduit un véhicule routier à une vitesse de 60 km/h ou plus au-delà de cette limite.

Lorsque la personne n'est pas titulaire d'un permis ou est titulaire d'un permis délivré par une autre autorité administrative, l'agent de la paix suspend sur-le-champ, au nom de la Société et pour une période de sept jours, son droit d'obtenir un permis d'apprenti-conducteur, un permis probatoire ou un permis de conduire.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 20.1 (329 CSR)

Insérer, après l'article 20, le suivant :

« 20.1. L'article 329 de ce code est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de ce qui suit : « au paragraphe 5° » par ce qui suit : « aux paragraphes 1° et 5° ». ».

Justification de l'amendement

L'article inséré propose des mesures de concordance aux modifications proposées à l'article 328 du code par l'article 15.1 du projet de loi.

Texte modifié

329. Le ministre des Transports peut modifier les limites de vitesse prévues aux paragraphes 1° à 4° du premier alinéa de l'article 328 pour tous les véhicules routiers ou pour certaines catégories d'entre eux et fixer les limites de vitesse variables visées au ~~paragraphe 5°~~ **aux paragraphes 1° et 5°** du premier alinéa du même article.

L'installation d'une signalisation fait preuve de la décision du ministre. La date de la décision et le lieu approximatif d'installation d'une telle signalisation doivent être inscrits dans un registre tenu par le ministre.

Nul ne peut circuler à une vitesse supérieure aux limites indiquées sur la signalisation installée en vertu du présent article, du deuxième alinéa de l'article 628 ou de l'article 628.1.

Dans une zone scolaire, du lundi au vendredi et du mois de septembre au mois de juin, la limite de vitesse ne peut excéder 50 km/h entre 7 h et 17 h.

Toute limite de vitesse affichée sur un panneau à message lumineux, variable ou non, doit être enregistrée par la personne qui a l'entretien du chemin public et consignée électroniquement.

Am 76
Art 20.1
(329)

Adopté

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 77
Art 35.1
(516)

AMENDEMENT

ARTICLE 35.1 (516 CSR)

Insérer, après l'article 35, le suivant :

« **35.1.** L'article 516 de ce code est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant :

« Est passible d'une amende égale au double de celle prévue au premier alinéa pour une infraction à l'article 303.2 quiconque :

1° dans une zone où la limite de vitesse maximale autorisée est d'au plus 60 km/h, conduit un véhicule routier à une vitesse de 39 km/h ou moins au-delà de la vitesse maximale indiquée;

2° dans une zone où la limite de vitesse maximale autorisée est supérieure à 60 km/h et d'au plus 90 km/h, conduit un véhicule routier à une vitesse de 49 km/h ou moins au-delà de la vitesse maximale indiquée.

3° dans une zone où la limite de vitesse maximale autorisée est supérieure à 90 km/h, conduit un véhicule routier à une vitesse de 59 km/h ou moins au-delà de la vitesse maximale indiquée. ».

Adopté
DN

Justification de l'amendement

L'amendement prévoit que, dans une zone de travaux routiers, les amendes sont doublées même s'il ne s'agit pas d'un grand excès de vitesse prévue à l'article 516.1 du *Code de la sécurité routière*. Pour les grands excès de vitesse dans les zones de travaux routiers, les règles de l'article 516.1 CSR s'appliquent, notamment en ce qui concerne l'inscription de points d'inaptitude au dossier du contrevenant.

Texte modifié

516. Quiconque contrevient au deuxième alinéa de l'article 299, à l'un des articles 303.2 ou 328 ou au troisième alinéa de l'article 329 commet une infraction et est passible d'une amende qui doit être de 15 \$ plus:

1° si la vitesse excède de 1 à 20 km/h la vitesse permise, 10 \$ par tranche complète de 5 km/h excédant la vitesse permise;

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Ann 78

Art 35.2
(516.1)

AMENDEMENT

ARTICLE 35.2 (516.1 CSR)

Insérer, après l'article 35, le suivant :

« **35.2.** L'article 516.1 de ce code est modifié par l'insertion, dans le paragraphe 3° et après « 100 km/h », des mots « et plus ». ».

Justification de l'amendement

Adopté
en

L'amendement propose la modification de l'article 516.1 CSR afin de prévoir que le conducteur roulant, dans une zone où la vitesse permise est supérieure à 100 km/h, à une vitesse de 60 km/h ou plus au-delà de cette limite commet un grand excès de vitesse.

Texte modifié

516.1. Est passible d'une amende égale au double de celle prévue à l'article 516 pour un excès de vitesse correspondant, quiconque:

1° dans une zone où la limite de vitesse maximale autorisée est d'au plus 60 km/h, conduit un véhicule routier à une vitesse de 40 km/h ou plus au-delà de la vitesse maximale indiquée;

2° dans une zone où la limite de vitesse maximale autorisée est supérieure à 60 km/h et d'au plus 90 km/h, conduit un véhicule routier à une vitesse de 50 km/h ou plus au-delà de la vitesse maximale indiquée;

3° dans une zone où la limite de vitesse maximale autorisée est de 100 km/h **et plus**, conduit un véhicule routier à une vitesse de 60 km/h ou plus au-delà de cette limite.

Une personne qui, au cours des 10 années précédant la déclaration de culpabilité, a fait l'objet de plus de deux déclarations de culpabilité reliées à un excès de vitesse prévu au présent article est passible d'une amende égale au triple de celle prévue à l'article 516 pour un excès de vitesse correspondant.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 1.0.1 (31.1 CSR)

Insérer après l'article 1, le suivant :

« 1.0.1. L'article 31.1 de ce code est modifié par le remplacement, au troisième alinéa, des mots « troisième alinéa » par les mots « deuxième alinéa ». ».

Justification de l'amendement

Cet amendement introduit l'article 1.0.1 corrigeant une omission de la *Loi modifiant la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport et d'autres dispositions législatives* (2009, c. 48) qui, après avoir supprimé le deuxième alinéa de l'article 31.1 du Code de la sécurité routière, a omis de corriger une référence à un alinéa.

Texte modifié

31.1. Pour conserver le droit de circuler avec un véhicule routier immatriculé, le propriétaire de celui-ci, à moins d'en être exempté par règlement, doit, selon la fréquence prévue par règlement, payer à la Société les frais fixés par règlement, les droits fixés par règlement et revalorisés, le cas échéant, conformément à l'article 151.4 de la Loi sur l'assurance automobile (chapitre A-25), la contribution d'assurance fixée en vertu de l'article 151.1 de cette loi ainsi que, le cas échéant, la contribution des automobilistes au transport en commun fixée en vertu de l'article 88.3 de la Loi sur les transports (chapitre T-12), à l'égard d'un véhicule routier de la catégorie déterminée par règlement qui a sept années ou moins et dont la valeur est de plus de 40 000 \$, un droit additionnel qui, lorsque calculé sur une base annuelle, correspond à 1 % de la valeur du véhicule excédant 40 000 \$ et à l'égard d'un véhicule routier de la catégorie déterminée par règlement, muni d'un moteur de la cylindrée déterminée par règlement, un droit additionnel fixé par règlement, au cours des périodes déterminées par règlement.

Le propriétaire qui renonce à circuler avec ce véhicule pendant la totalité ou une partie de la durée correspondant au paiement des sommes visées au premier alinéa, doit en aviser la Société avant la date d'échéance du paiement de ces sommes ou à toute date ultérieure déterminée par règlement. Il ne sera alors pas tenu de payer les droits, les droits additionnels et les frais, ni la contribution d'assurance prescrits pour la période au cours de laquelle cette renonciation a effet.

Am 79
Art 1.0.1
(31.1)

Adopté

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Avec le consentement de la commission, retirer l'amendement #3 adopté qui insère les articles 1.1, 1.2 et 1.3 et proposer l'amendement 1.1

AMENDEMENT

ARTICLE 1.1 (59 CSR)

Insérer après l'article 1, le suivant :

« 1.1. L'article 59 de ce code est modifié par le remplacement, au premier alinéa, des mots « au quatrième ou au sixième alinéa de l'article 31.1 » par les mots « au troisième ou au cinquième alinéa de l'article 31.1 ». »

Justification de l'amendement

L'amendement proposé introduit l'article 1.1 corrigeant une omission de la *Loi modifiant la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport et d'autres dispositions législatives* (2009, c. 48) qui, après avoir supprimé le deuxième alinéa de l'article 31.1 du *Code de la sécurité routière*, n'apportait aucune mesure de concordance à l'article 59 de ce code.

Texte modifié

59. Quiconque contrevient au troisième, au quatrième ou au cinquième alinéa de l'article 21, ~~au quatrième ou au sixième alinéa de l'article 31.1~~ **au troisième ou au cinquième alinéa de l'article 31.1**, à l'article 39.1 ou donne sciemment un renseignement faux ou trompeur lors d'une demande d'immatriculation d'un véhicule routier ou lors d'un changement visé à l'article 28 commet une infraction et est passible d'une amende de 300 \$ à 600 \$.

Le propriétaire d'un véhicule lourd qui donne sciemment un renseignement faux ou trompeur lors d'une demande d'immatriculation ou lors d'un changement visé à l'article 28 commet une infraction et est passible d'une amende de 500 \$ à 1 500 \$.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Avec le consentement de la commission, retirer l'amendement #3 adopté qui insère les articles 1.1, 1.2 et 1.3 et proposer l'amendement 1.2.

Am 81

Art 1.2

(76.1.1)

AMENDEMENT

ARTICLE 1.2 (76.1.1 CSR)

Insérer après l'article 1, le suivant :

« 1.2. L'article 76.1.1 de ce code est modifié :

1° par le remplacement des mots « dès que cette ordonnance le permet » par ce qui suit : « , à moins d'une ordonnance contraire, dès l'expiration de la période minimale d'interdiction absolue visée au Code criminel, »;

2° par l'insertion, après les mots « est reliée à l'alcool », de ce qui suit : « , à une alcoolémie élevée ». ».

Adopté

Justification de l'amendement

Cet amendement tient compte, d'une part, de la définition d'une « infraction reliée à une alcoolémie élevée » introduite par le projet de loi et, d'autre part, du fait que l'autorisation de conduire pendant l'interdiction prononcée par le tribunal à la suite d'une infraction reliée à l'alcool n'est habituellement pas fixée dans l'ordonnance du juge mais en vertu du Code criminel.

Texte modifié

76.1.1. Dès l'expiration de l'ordonnance d'interdiction de conduire visée au deuxième alinéa de l'article 76 ou ~~dès que cette ordonnance le permet~~ **à moins d'une ordonnance contraire, dès l'expiration de la période minimale d'interdiction absolue visée au Code criminel**, la personne dont l'infraction donnant lieu à la révocation ou à la suspension est reliée à l'alcool, **à une alcoolémie élevée** ou au refus de fournir un échantillon d'haleine peut être autorisée, moyennant l'obtention d'un permis restreint, à conduire un véhicule routier mais uniquement si le véhicule est muni d'un antidémarrreur éthylométrique agréé par la Société.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 82

AMENDEMENT

Art 1.2.2
(76.1.4)

ARTICLE 1.2.2 (76.1.4 CSR)

Insérer après l'article 1, le suivant :

« 1.2.2. L'article 76.1.4 de ce code est modifié par le remplacement de ce qui suit :
« lorsque l'infraction est reliée à l'alcool et que l'alcoolémie de la personne au moment
où l'infraction a été commise était supérieure à 160 mg d'alcool par 100 ml de sang »
par ce qui suit : « à une alcoolémie élevée ». »

Justification de l'amendement

Adopté

Il s'agit d'une modification de concordance qui tient compte de la définition d'une
« infraction reliée à une alcoolémie élevée » introduite par le projet de loi.

Texte modifié

76.1.4. Lorsque l'infraction donnant lieu à la révocation ou à la suspension est reliée au refus de fournir un échantillon d'haleine ou ~~lorsque l'infraction est reliée à l'alcool et que l'alcoolémie de la personne au moment où l'infraction a été commise était supérieure à 160 mg d'alcool par 100 ml de sang~~ à une alcoolémie élevée, les périodes de sanction d'une année et de trois années, prévues au premier alinéa de l'article 76, sont prolongées de deux années et la personne doit, pour obtenir un nouveau permis, établir, au moyen d'une évaluation complète, que son rapport à l'alcool ou aux drogues ne compromet pas la conduite sécuritaire d'un véhicule routier de la classe de permis demandée.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 83

Art 1.2.6

(76.1.7)

AMENDEMENT

ARTICLE 1.2.6 (76.1.7 CSR)

Insérer après l'article 1, le suivant :

« **1.2.6.** L'article 76.1.7 de ce code est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe 4° par le suivant :

« 4° « une infraction reliée à l'alcool » une infraction à l'article 253 ou aux paragraphes 2, 2.1, 3 ou 3.1 de l'article 255 du Code criminel pour laquelle aucune décision d'un tribunal ne fait état que la concentration d'alcool dans le sang du contrevenant au moment où l'infraction a été commise était supérieure à 160 mg d'alcool par 100 ml de sang; »;

2° par l'ajout, après le paragraphe 4°, du paragraphe suivant :

« 5° « une infraction reliée à une alcoolémie élevée » une infraction à l'article 253 ou aux paragraphes 2, 2.1, 3 ou 3.1 de l'article 255 du Code criminel pour laquelle une décision d'un tribunal fait état que la concentration d'alcool dans le sang du contrevenant au moment où l'infraction a été commise était supérieure à 160 mg d'alcool par 100 ml de sang. » ».

Adopté

Justification de l'amendement

Il s'agit d'une modification de concordance en vue d'harmoniser les expressions employées dans le projet de loi et le Code.

Texte modifié

76.1.7. Pour l'application des articles 76.1 à 76.1.6, on entend par :

1° « une infraction consistant à fuir un véhicule de police » toute infraction à l'article 249.1 du Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46);

2° « une infraction consistant à fuir le lieu d'un accident » toute infraction aux paragraphes 1, 1.2 ou 1.3 de l'article 252 du Code criminel;

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Avec le consentement de la commission, retirer l'amendement #3 adopté qui insère les articles 1.1, 1.2 et 1.3 et proposer l'amendement 1.3.

AMENDEMENT

ARTICLE 1.3 (76.1.9 CSR)

Insérer après l'article 1, le suivant :

« **1.3.** L'article 76.1.9 de ce code est modifié :

1° par le remplacement de ce qui suit : « et 76.1.4 » par ce qui suit : « , 76.1.4 et 76.1.4.1 »;

2° par le remplacement des mots « la Fédération québécoise des centres de réadaptation pour personnes alcooliques et autres toxicomanes » par les mots « l'Association des centres de réadaptation en dépendance du Québec ». ».

Justification de l'amendement

Cet amendement apporte deux modifications.

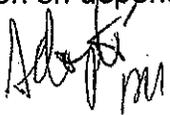
Premièrement, il fait une concordance pour que l'évaluation du maintien des acquis relève des centres de réadaptation pour personnes alcooliques et autres toxicomanes et des centres hospitaliers offrant ce même service. Ainsi, l'évaluation peut être faite par des personnes autorisées par ces centres, suivant les règles établies par entente entre la Société de l'assurance automobile du Québec et ces centres et la Société et l'Association des centres de réadaptation en dépendance du Québec.

Deuxièmement, cet amendement remplace le nom de l'organisme qui est mentionné à l'article soit la Fédération québécoise des centres de réadaptation pour personnes alcooliques et autres toxicomanes, par le nouveau nom de cet organisme qui est l'Association des centres de réadaptation en dépendance du Québec.

Texte modifié

76.1.9. Les évaluations visées aux articles 64, 76.1.2 et 76.1.4 , **76.1.4 et 76.1.4.1** relèvent des centres de réadaptation pour personnes alcooliques et autres personnes toxicomanes et des centres hospitaliers offrant un service de réadaptation pour de telles personnes. Elles sont faites par des personnes autorisées par ces centres et suivant les

Am 84
Art 1.3
(76.1.9)



PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Ann 85

Art 2.7

AMENDEMENT

ARTICLE 2.7

Insérer après l'article 2, le suivant :

« 2.7. Ce code est modifié par le remplacement de l'intitulé du titre V par le suivant :

« **SANCTIONS** ». ».

Adopté
M

Justification de l'amendement

Cet amendement vise à mieux refléter les diverses mesures du titre V du Code de la sécurité routière.

Texte modifié

~~RÉVOCATION ET SUSPENSION~~

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Retirer l'amendement à l'étude et proposer un nouvel amendement.

AMENDEMENT

ARTICLE 33.2 (510 CSR)

Insérer, après l'article 33.1, le suivant :

« **33.2.** L'article 510 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, dans le premier alinéa et après ce qui suit : « 423, », de ce qui suit : « 426, 427, »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

« Le conducteur d'un autobus ou d'un minibus affecté au transport d'écoliers qui contrevient à l'article 426 commet une infraction et est passible d'une amende de 200 \$ à 375 \$ et, en cas de récidive, de 250 \$ à 750 \$. ». ».

Justification de l'amendement

Cet amendement vise à ajouter à la disposition pénale de l'article 510, les infractions aux articles 426 et 427 relatives au nombre de passagers dans un véhicule et au port de la ceinture de sécurité afin de porter l'amende à 200 \$, ce qui correspond à celle prévue pour une infraction d'avoir conduit un véhicule routier dont une ceinture est manquante, modifiée ou hors d'usage en violation de l'article 395 du Code.

L'insertion du deuxième alinéa proposé vise à harmoniser les amendes avec celles contenues à l'article 74 du *Règlement sur les véhicules routiers affectés au transport des élèves*.

Texte modifié

510. Quiconque contrevient à l'un des articles 326.1; 340 à 342, 345, 347, 348, 389, 395, 413, 423, **426, 427**, 437.1, 437.2, 440.1, 455, 458 à 460, au deuxième alinéa de l'article 472, à l'article 473, au deuxième alinéa de l'article 474.1 ou à l'article 497 et toute personne autre que le conducteur d'une bicyclette qui

Am 86
Art 33.2
(510)

Adopté

contrevient à l'article 346 commet une infraction et est passible d'une amende de 200 \$ à 300 \$.

Le conducteur d'un autobus ou d'un minibus affecté au transport d'écoliers qui contrevient à l'article 426 commet une infraction et est passible d'une amende de 200 \$ à 375 \$ et, en cas de récidive, de 250 \$ à 750 \$.

Le conducteur d'un véhicule lourd qui contrevient au deuxième alinéa de l'article 472 commet une infraction et est passible d'une amende de 350 \$ à 1 050 \$.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 87
Art 33
(506)

AMENDEMENT

ARTICLE 33 (506 CSR)

Remplacer l'article 33 par le suivant :

« 33. L'article 506 de ce code, modifié par l'article 100 du chapitre 14 des lois de 2008, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de ce qui suit : « 426 à 436 » par ce qui suit : « 428 à 432, 435, 436 »;

2° par le remplacement, dans le premier alinéa, de ce qui suit : « 480 à 482 » par ce qui suit : « 480, 481, 482 »;

3° par la suppression du deuxième alinéa.

Justification de l'amendement

Cet amendement vise, d'une part, à retirer les infractions aux articles 426 et 427 de la disposition pénale de l'article 506 du Code. L'article 426 porte sur l'interdiction de conduire un véhicule transportant plus de passagers que le nombre de places munies d'une ceinture de sécurité. L'article 427 porte sur l'interdiction de conduire un véhicule qui transporte sur la banquette avant plus de trois passagers ou qui transporte plus d'un passager par siège baquet à l'avant. L'amende actuelle pour une infraction à ces articles est de 30 \$. Dans le cas d'un autobus affecté au transport d'écoliers, l'amende pour une infraction à l'article 426 est de 200 \$.

L'amende pour ces infractions sera désormais fixée à 200 \$ à la suite d'un amendement à l'article 510 du Code, ce qui correspond à celle prévue pour une infraction d'avoir conduit un véhicule routier dont une ceinture est manquante, modifiée ou hors d'usage en violation de l'article 395 du Code.

D'autre part, cet amendement apporte un ajustement de concordance pour tenir compte de la disposition pénale prévue à l'article 508.1 du Code applicable à une infraction à l'article 480.1 concernant l'interdiction pour une personne de moins de 16 ans qui conduit un cyclomoteur de transporter un passager.

PROJET DE LOI 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 88

Art 18

Avec le consentement de la commission, rouvrir l'article 18, retirer l'amendement #1 adopté et proposer un nouvel amendement.

(328.3)

AMENDEMENT

ARTICLE 18 (328.3 CSR)

Remplacer le deuxième alinéa de l'article 328.3 proposé par l'article 18 par le suivant :

« Le deuxième alinéa de l'article 209.11 et les articles 209.11.1 et 209.12 à 209.15 s'appliquent à la saisie avec les adaptations nécessaires. ».

Justification de l'amendement

Adopté

Cet amendement propose une modification de concordance avec l'amendement à l'article 10.

En effet, il y a lieu de reformuler le deuxième alinéa de l'article 328.3 étant donné que les normes régissant les saisies fondées sur plus d'un motif ont été regroupées dans le nouvel article 209.11.1.

Texte modifié

Le propriétaire du véhicule routier saisi peut être remis en possession du véhicule sur autorisation d'un juge de la Cour du Québec exerçant en son bureau en matière civile si, n'étant pas le conducteur du véhicule, il ne pouvait raisonnablement prévoir que ce dernier commettrait un excès de vitesse prévu au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 328.1 ou s'il n'avait pas consenti à ce que le conducteur soit en possession du véhicule saisi.

~~Le deuxième alinéa de l'article 209.11 et les articles 209.12 à 209.15 s'appliquent à une saisie effectuée en vertu du présent article avec les adaptations nécessaires.~~

Le deuxième alinéa de l'article 209.11 et les articles 209.11.1 et 209.12 à 209.15 s'appliquent à la saisie avec les adaptations nécessaires.

PROJET DE LOI 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 09
Art 19
(328.4)

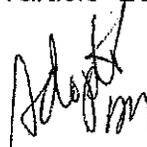
Avec le consentement de la commission, rouvrir l'article 19 et proposer l'amendement.

AMENDEMENT

ARTICLE 19 (328.4 CSR)

Remplacer, au deuxième alinéa de l'article 328.4 proposé par l'article 19, ce qui suit :
« les deuxième et troisième alinéas de l'article 209.11 » par ce qui suit : « l'article
209.11.1 ».

Justification de l'amendement



Cet amendement propose une modification de concordance avec l'amendement à l'article 10 étant donné que les normes régissant les saisies fondées sur plus d'un motif ont été regroupées dans le nouvel article 209.11.1.

Texte modifié

328.4. Le propriétaire du véhicule routier saisi peut être remis en possession de son véhicule s'il obtient la levée de la suspension de son permis auprès de la Société après avoir établi de façon prépondérante qu'il ne conduisait pas à une vitesse correspondant à celle prévue au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 328.1.

Le premier alinéa de l'article 202.6.3, les articles 202.6.4 et 202.6.5, le deuxième alinéa de l'article 202.6.6, les articles 202.6.7 et 202.6.9 à 202.6.12 et ~~les deuxième et troisième alinéas de l'article 209.11~~ **l'article 209.11.1** s'appliquent à la saisie avec les adaptations nécessaires.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 90

Avec le consentement de la commission, rouvrir l'article 23, retirer l'amendement à 422.2 et proposer un nouvel amendement à 422.2.

Art 23
(422.2)

AMENDEMENT

ARTICLE 23 (422.2 CSR)

À l'article 422.2 proposé par l'article 23 :

1° supprimer ce qui suit : « pour une période de 30 jours »;

2° remplacer les mots « auprès de la Société après avoir établi de façon prépondérante » par les mots « d'un juge de la Cour du Québec exerçant en son bureau en matière civile après avoir établi ».

Adopté

Justification de l'amendement

Le premier amendement à l'article 422.2 permet de demander la levée de la suspension du permis sans égard à sa durée, qu'elle soit de 7 jours ou de 30 jours.

Le deuxième amendement prévoit que la demande de levée de la suspension peut se faire devant un juge de la Cour du Québec. Ce nouvel amendement prévoit que la demande peut se faire devant un juge exerçant en son bureau pour permettre que la demande soit entendue dans les meilleurs délais.

Texte modifié

422.2. Le conducteur d'un véhicule routier dont le permis ou le droit d'en obtenir un est suspendu ~~pour une période de 30 jours~~ conformément à l'article 422.1 peut obtenir la levée de cette suspension ~~auprès de la Société après avoir établi de façon prépondérante~~ **d'un juge de la Cour du Québec exerçant en son bureau en matière civile après avoir établi** qu'il ne conduisait pas le véhicule pour une course avec un autre véhicule, un pari ou un enjeu.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 91

Avec le consentement de la commission, rouvrir l'article 24 et proposer l'amendement à 434.3.

*Art 24
(434.3)*

AMENDEMENT

ARTICLE 24 (434.3 CSR)

Remplacer l'article 434.3, proposé par l'article 24, par le suivant :

« **434.3.** La personne, autre que le conducteur, dont le permis ou le droit d'en obtenir un est suspendu conformément à l'article 434.2 peut obtenir la levée de cette suspension d'un juge de la Cour du Québec exerçant en son bureau en matière civile après avoir établi qu'elle n'était pas dans une situation interdite par l'article 433 ou 434.

Le conducteur d'un véhicule routier dont le permis ou le droit d'en obtenir un est suspendu, conformément à l'article 434.2, peut obtenir la levée de cette suspension d'un juge de la Cour du Québec exerçant en son bureau en matière civile, après avoir établi qu'il n'avait pas toléré qu'une personne contrevienne à l'article 433 ou 434. ».

Justification de l'amendement

Adopté

Cet amendement permet à celui à qui est reproché de s'être tenu sur une partie extérieure d'un véhicule, de s'y être agrippé, d'avoir été tiré ou poussé par un véhicule ou d'avoir toléré une telle pratique de demander la levée de la suspension de son permis sans égard à sa durée, qu'elle soit de 7 ou de 30 jours.

De plus, cet amendement prévoit que la demande de levée de la suspension peut se faire devant un juge de la Cour du Québec.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Ann 92
Art 453
(660)

AMENDEMENT

ARTICLE 45.3 (660 CSR)

Insérer après l'article 45, le suivant :

« **45.3.** L'article 660 de ce code est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de la phrase suivante : « Cette suspension prend fin à l'expiration d'une période d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'obligation établie en vertu de l'article 66.1 d'avoir suivi avec succès un cours de conduite. » par la phrase suivante : « Cette suspension prend fin le 16 janvier 2012. ». ».

Adopté

Justification de l'amendement

Cet amendement vise à permettre de prolonger jusqu'au 16 janvier 2012 le moratoire quant à la reconnaissance de nouvelles écoles de conduite.

Texte modifié

660. Le pouvoir de reconnaître de nouvelles écoles de conduite par un organisme agréé en vertu de l'article 62 est suspendu. ~~Cette suspension prend fin à l'expiration d'une période d'un an à compter de la date de l'entrée en vigueur de l'obligation établie en vertu de l'article 66.1 d'avoir suivi avec succès un cours de conduite. Cette suspension prend fin le 16 janvier 2012.~~

Malgré le premier alinéa, un organisme agréé en vertu de l'article 62 peut reconnaître une école de conduite, lorsqu'il considère insuffisant le nombre d'écoles de conduite sur le territoire pour lequel la reconnaissance est demandée.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 93

AMENDEMENT

Art 45.4 et
45.5
(6 et 62)

ARTICLES 45.4 et 45.5 (6 et 62 LAA)

Insérer, après l'article 45; ce qui suit :

« LOI SUR L'ASSURANCE AUTOMOBILE

« **45.4.** L'article 6 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

« **45.5.** L'article 62 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **62.** Le décès d'une victime en raison d'un accident donne droit aux indemnités de décès suivantes :

1° l'indemnité forfaitaire prévue à la section II ;

2° le remboursement, à la personne qui a droit à l'indemnité forfaitaire prévue au paragraphe 1°, des frais qu'elle a engagés pour suivre un traitement de psychologie, jusqu'à concurrence de 15 heures de traitement et aux conditions et selon les montants maximums prévus par le règlement pris en vertu du paragraphe 15° de l'article 195 pour un tel traitement.

Cet article s'applique dans la mesure où la victime respecte les règles prévues aux articles 7 à 11. ». ».

Adopté

Justification de l'amendement

Cet amendement vise à préciser la nature des indemnités payables à un ayant droit à la suite du décès d'une victime dans un accident sujet au respect des règles de recevabilité prévues par la loi. Par concordance, le deuxième alinéa de l'article 6 de la Loi sur l'assurance automobile est supprimé.

Texte modifié

6. Est une victime, la personne qui subit un préjudice corporel dans un accident.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 4 (202.2 CSR)

Remplacer l'article 4 par le suivant :

« 4. L'article 202.2 de ce code, modifié par l'article 35 du chapitre 40 des lois de 2007, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 2° du premier alinéa par le suivant :

« 2° la personne âgée de 22 ans ou plus qui est titulaire d'un permis de conduire autorisant uniquement la conduite d'un cyclomoteur ou d'un tracteur de ferme depuis moins de 5 ans; »;

2° par l'addition, à la fin du premier alinéa, du paragraphe suivant :

« 4° la personne âgée de 21 ans ou moins qui est titulaire d'un permis de conduire. ». ».

Justification de l'amendement

Cet amendement vise à s'assurer que l'alcoolémie zéro s'applique sans exception à tous les titulaires de permis de conduire qui sont âgés de 21 ans ou moins. C'est l'objet du paragraphe 4° ajouté à l'article 202.2.

Compte tenu de ce principe, le paragraphe 2° de l'article 202.2 est remplacé pour que le critère de moins de 5 ans d'expérience de conduite s'applique uniquement aux personnes âgées de 22 ans ou plus qui sont titulaires d'un permis de conduire autorisant uniquement la conduite d'un cyclomoteur ou d'un tracteur de ferme.

Texte modifié

202.2. Il est interdit aux personnes suivantes de conduire un véhicule routier ou d'en avoir la garde ou le contrôle s'il y a quelque présence d'alcool dans leur organisme :

1° le titulaire d'un permis d'apprenti-conducteur ou d'un permis probatoire, s'il n'a jamais été titulaire d'un permis de conduire autre qu'un permis de conduire autorisant uniquement la conduite d'un cyclomoteur ou autorisant uniquement la conduite d'un tracteur de ferme;

Am. X 94
Art 4
(202.2)

[Signature]

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Ann^e 95
Titre

AMENDEMENT

TITRE

Le titre de la Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives est modifié par la suppression des mots « de nouveau ».

Justification de l'amendement

Adopté

Cet amendement vise à retirer l'expression « de nouveau » du titre du projet de loi car il n'y a pas eu d'autre projet de loi présenté en 2010 qui modifie le Code de la sécurité routière.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 96
Art 51

AMENDEMENT

ARTICLE 51

Remplacer l'article 51 par le suivant :

« 51. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), à l'exception :

1° de l'article 45.3 qui entrera en vigueur le 17 janvier 2011;

2° des articles 21, 22, 24.1, 25, 26, 28, 29, 29.1, 36, 37 et 45 qui entreront en vigueur le (*indiquer ici la date qui suit de 30 jours celle de la sanction de la présente loi*);

3° de l'article 16 en ce qui concerne le paragraphe 2° et des articles 20, 24 en ce qui concerne l'article 434.0.1 du Code de la sécurité routière, 33 en ce qui concerne les paragraphes 1° et 3°, 33.1, 33.2, 34 et 35.1 qui entreront en vigueur le (*indiquer ici la date qui suit de 90 jours celle de la sanction de la présente loi*);

4° des articles 1.1.1, 1.2 en ce qui concerne le paragraphe 2°, 1.2.1 à 1.2.7, 1.3 en ce qui concerne le paragraphe 1°, 1.4, 1.5, 2.1 à 2.7, 3.0.1, 3.0.2, 3.1, 4, 4.1, 4.2, 5, 6, 6.1, 7, 8, 8.1, 10, 10.1, 10.2, 10.4, 10.5, 18, 19, 23, 23.1, 24 en ce qui concerne les articles 434.1 à 434.6 du Code de la sécurité routière, 27, 32, 35, 39.1, 44 en ce qui concerne le paragraphe 17° du premier alinéa et le cinquième alinéa de l'article 626 du Code de la sécurité routière, 45.7 à 45.9 et 47 qui entreront en vigueur le 30 juin 2012, sauf si l'entrée en vigueur de ces dispositions est fixée par le gouvernement à une date ou des dates antérieures. ».

Adopté
par

ANNEXE II

Amendements retirés ou rejetés

L'amendement initialement coté Am a a été adopté et porte maintenant la cote Am 13.

Am b
Art 29.1

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 29.1

Insérer, après l'article 29 du projet de loi, le suivant :

« **29.1** L'article 487 de ce code est modifié par le remplacement des mots « sauf si cet espace est obstrué ou s'il s'apprête à effectuer un virage à gauche. » par les mots « sauf en cas de nécessité, s'il s'apprête à effectuer un virage à gauche ou s'il est autorisé à circuler à contresens. » »

Retiré

TEXTE MODIFIÉ

~~487. Sous réserve de l'article 492, le conducteur d'une bicyclette doit circuler à l'extrême droite de la chaussée et dans le même sens que la circulation, sauf si cet espace est obstrué ou s'il s'apprête à effectuer un virage à gauche. sauf en cas de nécessité, s'il s'apprête à effectuer un virage à gauche ou s'il est autorisé à circuler à contresens.~~

Am C

Art 30.1

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 30.1

Insérer, après l'article 30 du projet de loi, le suivant :

« **30.1** L'article 492 de ce code est modifié par :

1° par le remplacement du mot « voie » par le mot « bande » ;

2° par l'addition de l'alinéa suivant :

« Aux fins du présent article, une bande cyclable est une voie unidirectionnelle localisée à la droite des autres voies de circulation, réservée à l'usage exclusif des cyclistes et délimitée par un marquage au sol ou par un revêtement distinct. » ».

*Reçu
01/1*

~~TEXTE MODIFIÉ~~

~~492. Lorsque le chemin public comporte une bande voie cyclable, le conducteur d'une bicyclette, autre qu'une bicyclette assistée, doit l'emprunter.~~

~~Aux fins du présent article, une bande cyclable est une voie unidirectionnelle localisée à la droite des autres voies de circulation, réservée à l'usage exclusif des cyclistes et délimitée par un marquage au sol ou par un revêtement distinct.~~

PROJET DE LOI N° 71

Amnd
Art 33

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 33 (506 CSR)

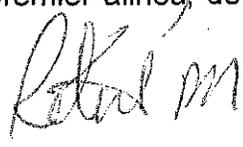
Remplacer l'article 33 par le suivant :

« 33. L'article 506 de ce code, modifié par l'article 100 du chapitre 14 des lois de 2008, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de ce qui suit : « 426 à 436 » par ce qui suit : « 428 à 432, 435, 436 »;

2° par le remplacement, dans le premier alinéa, de ce qui suit : « 480 à 482 » par ce qui suit : « 480, 481, 482 ».

Justification de l'amendement



Cet amendement vise, d'une part, à retirer les infractions aux articles 426 et 427 de la disposition pénale de l'article 506 du Code. L'article 426 porte sur l'interdiction de conduire un véhicule transportant plus de passagers que le nombre de places munies d'une ceinture de sécurité. L'article 427 porte sur l'interdiction de conduire un véhicule qui transporte sur la banquette avant plus de trois passagers ou qui transporte plus d'un passager par siège baquet à l'avant. L'amende actuelle pour une infraction à ces articles est de 30 \$. Dans le cas d'un autobus affecté au transport d'écoliers, l'amende pour une infraction à l'article 426 est de 200 \$.

L'amende pour ces infractions sera désormais fixée à 200 \$ à la suite d'un amendement à l'article 510 du Code, ce qui correspond à celle prévue pour une infraction d'avoir conduit un véhicule routier dont une ceinture est manquante, modifiée ou hors d'usage en violation de l'article 395 du Code.

D'autre part, cet amendement apporte un ajustement de concordance pour tenir compte de la disposition pénale prévue à l'article 508.1 du Code applicable à une infraction à l'article 480.1 concernant l'interdiction pour une personne de moins de 16 ans qui conduit un cyclomoteur de transporter un passager.

Am e

Art 331
et
332

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLES 33.1 ET 33.2 (509.3 et 510 CSR)

Insérer, après l'article 33, les suivants :

« **33.1.** Ce code est modifié par l'insertion de l'article suivant :

« **509.3** Quiconque contrevient à l'article 434.0.1 commet une infraction et est passible d'une amende de 300 \$ à 500 \$. ». ».

« **33.2.** L'article 510 de ce code est modifié par l'insertion, dans le premier alinéa et après ce qui suit : « 423, », de ce qui suit : « 426, 427, ».

Justification de l'amendement

Boivin

Cet amendement vise, en premier lieu, à prévoir une amende de 300 \$ à 500 \$ pour celui qui s'accroche ou est tiré ou poussé par une bicyclette assistée ou qui tolère une telle pratique.

En deuxième lieu, cet amendement vise à ajouter à la disposition pénale de l'article 510, les infractions aux articles 426 et 427 relatives au nombre de passagers dans un véhicule et au port de la ceinture de sécurité afin de porter l'amende à 200 \$, ce qui correspond à celle prévue pour une infraction d'avoir conduit un véhicule routier dont une ceinture est manquante, modifiée ou hors d'usage en violation de l'article 395 du Code.



PROJET DE LOI N° 71

Amf
Art 34

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 34

Remplacer l'article 34 du projet de loi par le suivant :

« 34. L'article 512 de ce code est remplacé par le suivant :

« 512. Quiconque contrevient à l'un des articles 327, 422, 433 ou 434 commet une infraction et est passible d'une amende de 1 000 \$ à ~~1 500 \$~~ 2 000 \$.

Le conducteur d'un véhicule routier qui contrevient au deuxième alinéa de l'article 468 commet une infraction et est passible d'une amende de 700 \$ à 2 100 \$. ».

Justification de l'amendement

Pour tenir compte de la modification du montant de l'amende proposée par le paragraphe 2° de l'article 34 du projet, l'amendement propose de ne plus distinguer l'amende applicable au conducteur d'un véhicule hors normes qui omet de se conformer à l'exigence d'un agent de la paix de conduire son véhicule dans un endroit convenable. L'article actuel prévoit en effet que l'amende pour un conducteur de véhicule lourd est de 700 \$ à 2 100 \$ et pour les conducteurs des autres véhicules est de 300 \$ à 600 \$.

Retour
m

L'amendement initialement coté Am g a été adopté et porte maintenant la cote Am 87.

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am L
Art 33.2

AMENDEMENT

ARTICLES 33.1 ET 33.2 (509.3 et 510 CSR)

Insérer, après l'article 33, les suivants :

« **33.1.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 509.2, de l'article suivant :

« **509.3.** Quiconque contrevient à l'article 434.0.1 commet une infraction et est passible d'une amende de 300 \$ à 500 \$. ». ».

« **33.2.** L'article 510 de ce code est modifié par l'insertion, dans le premier alinéa et après ce qui suit : « 423, », de ce qui suit : « 426, 427, ». ».

Justification de l'amendement

Cet amendement vise, en premier lieu, à prévoir une amende de 300 \$ à 500 \$ pour celui qui s'accroche ou est tiré ou poussé par une bicyclette assistée ou qui tolère une telle pratique.

En deuxième lieu, cet amendement vise à ajouter à la disposition pénale de l'article 510, les infractions aux articles 426 et 427 relatives au nombre de passagers dans un véhicule et au port de la ceinture de sécurité afin de porter l'amende à 200 \$, ce qui correspond à celle prévue pour une infraction d'avoir conduit un véhicule routier dont une ceinture est manquante, modifiée ou hors d'usage en violation de l'article 395 du Code.

PROJET DE LOI 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLES 10.1 À 10.3 (209.11.1, 209.14 et 209.17 CSR)

Insérer, après l'article 10, les suivants :

« **10.1.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 209.11, du suivant :

« **209.11.1.** Lorsqu'un véhicule routier est saisi pour plus d'un motif, le propriétaire peut être remis en possession de son véhicule s'il démontre qu'il satisfait à toutes les conditions de remise en possession applicables à sa situation. Le juge peut décider du bien-fondé de tous les motifs de saisie dès lors qu'il a compétence exclusive sur l'un des motifs. »

« **10.2.** L'article 209.14 de ce code est remplacé par le suivant :

«**209.14.** Les dispositions des articles 209.11, 209.12 et 209.13 ne doivent pas être interprétées comme empêchant la Société d'autoriser, sur paiement des frais de garde et de remorquage engagés par le gardien, la remise en possession du véhicule si le propriétaire satisfait aux conditions suivantes :

1° dans le cas d'une saisie effectuée en vertu de l'article 209.1 ou 209.2, il établit, à la satisfaction de la Société, qu'il est dans les conditions prévues au paragraphe 1° ou 2° du premier alinéa de l'article 209.11;

2° dans le cas d'une saisie effectuée en vertu de l'article 209.2.1 ou 209.2.1.1 alors qu'il était le conducteur, il établit, à la satisfaction de la Société, qu'il n'a pas commis l'infraction ayant donné lieu à la saisie;

3° dans le cas d'une saisie effectuée en vertu de l'article 209.2.1 ou 209.2.1.1 alors qu'il n'était pas le conducteur, il établit, à la satisfaction de la Société, qu'il ne pouvait raisonnablement prévoir que le conducteur commettrait l'infraction ayant donné lieu à la saisie;

4° dans le cas d'une saisie effectuée pour plus d'un motif dont aucun n'est de la compétence exclusive d'un juge de la Cour du Québec, il démontre qu'il satisfait à toutes les conditions de remise en possession applicables à sa situation. »

*Retour
M*

*Ami
Art 10.1
à
10.3*

« 10.3. L'article 209.17 de ce code est modifié par le remplacement des mots « de la saisie » par les mots « d'une saisie ». ».

Justification de l'amendement

Cet amendement insère les articles 10.1 à 10.3 au projet de loi.

L'article 10.1 insère l'article 209.11.1 au Code de la sécurité routière qui reformule les conditions de remise en possession pour tenir compte des nouvelles saisies de véhicules liées à une alcoolémie prohibée, à une course de rue ou au fait de s'agripper à un véhicule.

L'article 10.2 remplace l'article 209.14 du Code de la sécurité routière pour tenir compte des nouvelles saisies de véhicules d'une durée de 90 jours applicables aux multirécidivistes de l'alcool au volant et pour prévoir dans quelles situations la remise en possession d'un véhicule routier saisi peut être autorisée par la Société.

L'article 10.3 amende l'article 209.17 du Code de la sécurité routière pour éviter toute ambiguïté sur la portée générale des règles de disposition des véhicules saisis non réclamés.

PROJET DE LOI 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amj
Art 5
(202.4)

AMENDEMENT

ARTICLE 5 (202.4 CSR)

Remplacer l'article 5 par le suivant :

« 5. L'article 202.4 de ce code est modifié :

1° par la suppression, dans le paragraphe 2° du premier alinéa, de ce qui suit : « ou 202.2.1 »;

2° par l'addition, après le paragraphe 2° du premier alinéa, des paragraphes suivants :

« 3° pour une période de 24 heures, le permis de toute personne non visée par le paragraphe 1° ou 2° qui conduit un véhicule routier ou qui en a la garde ou le contrôle :

a) si, lors d'une épreuve de dépistage effectuée en vertu de l'article 202.3 ou effectuée conformément aux dispositions du Code criminel, l'appareil de détection affiche un résultat qui correspond à une alcoolémie égale ou supérieure à 50 mg d'alcool par 100 ml de sang ;

b) si son alcoolémie se révèle, par suite d'une épreuve d'alcootest effectuée conformément aux dispositions du Code criminel, égale ou supérieure à 50 mg d'alcool par 100 ml de sang ;

« 4° pour une période de 24 heures, le permis de toute personne soumise à l'interdiction prévue à l'article 202.2.1.1 qui conduit un véhicule routier auquel s'applique cette interdiction ou qui en a la garde ou le contrôle, si, lors d'une épreuve de dépistage effectuée en vertu de l'article 202.3 ou d'une épreuve de dépistage ou d'alcootest effectuée en vertu des dispositions du Code criminel, son alcoolémie révèle une présence d'alcool inférieure à 50 mg d'alcool par 100 ml de sang.

1/2

« 5° pour une période de 24 heures, le permis de toute personne soumise à l'interdiction prévue à l'article 202.2.1.2 qui conduit un véhicule routier auquel s'applique cette interdiction ou qui en a la garde ou le contrôle :

a) si, lors d'une épreuve de dépistage effectuée en vertu de l'article 202.3 ou effectuée conformément aux dispositions du Code criminel, l'appareil de détection affiche un résultat qui correspond à une alcoolémie égale ou supérieure à 50 mg d'alcool par 100 ml de sang ;

b) si son alcoolémie se révèle, par suite d'une épreuve d'alcootest effectuée conformément aux dispositions du Code criminel, égale ou supérieure à 50 mg d'alcool par 100 ml de sang ; »;

3° par le remplacement du troisième alinéa par les suivants :

« La suspension du permis imposée à une personne soumise à l'interdiction prévue à l'article 202.2.1.1 ne vaut qu'à l'égard des véhicules auxquels s'applique cette interdiction et ne s'applique que si cette personne ne contrevient pas aussi au paragraphe 1° ou 3° du premier alinéa.

La suspension du permis imposée à une personne soumise à l'interdiction prévue à l'article 202.2.1.2 ne vaut qu'à l'égard des véhicules auxquels s'applique cette interdiction et ne s'applique que si cette personne ne contrevient pas aussi au paragraphe 1° du premier alinéa. ».

Justification de l'amendement

Cet amendement prévoit les modifications suivantes :

1° la première modification vise à soustraire le conducteur d'un véhicule lourd, d'un véhicule d'urgence ou d'un taxi à une disposition non en vigueur, l'article 202.2.1, qui établit une interdiction totale d'alcool dans son organisme. Si elle était en vigueur, le conducteur s'exposerait à une suspension de 90 jours de son permis lorsqu'il y a présence d'alcool dans son organisme ou lorsqu'il a une alcoolémie inférieure à 80 mg d'alcool par 100 ml de sang;

2° la deuxième modification introduit trois paragraphes au premier alinéa de l'article 202.4 du Code :

- le paragraphe 3° établit une suspension sur-le-champ de 24 heures du permis d'une personne qui conduit ou qui a la garde ou le contrôle d'un véhicule routier alors que son alcoolémie est égale ou supérieure à 50 mg d'alcool par 100 ml de sang;

2/2

Projet de loi 71
amendement
→ article 5

Samb
Amj
Art. 5

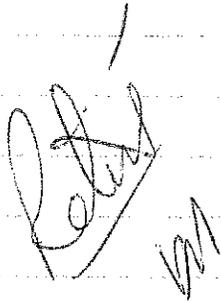
Remplacer, dans les sous-paragraphes a) et b) du
paragraphe 3° et dans les sous-paragraphes a) et b)
du paragraphe 5° de l'article 202.4 du Code de
la sécurité routière introduit par le paragraphe 2°
de l'article 5, "égale ou supérieure à 50 mg d'alcool
par 100 ml de sang" par "entre 50 mg
et 80 mg d'alcool par 100 ml de sang"

Retiré
de

Projet de loi 71
Amendement à l'article 5

Samd
Amj
art 5

Supprimer le paragraphe 3° et ses sous-paragraphe
a) et b) de l'article 202.4 du Code de la
sécurité radière introduit par le paragraphe
2° de l'article 5.


M

L'amendement initialement coté Am k a été adopté et porte maintenant la cote Am 94.

Am B l

Art 1.1 à 1.3

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLES 1.1 à 1.3 (59, 76.1.1 et 76.1.9 CSR)

Insérer après l'article 1, les suivants :

« 1.1. L'article 59 de ce code est modifié par le remplacement, au premier alinéa, des mots « au quatrième ou au sixième alinéa de l'article 31.1 » par les mots « au troisième et au cinquième alinéa de l'article 31.1 ».

« 1.2. L'article 76.1.1 de ce code est modifié par le remplacement des mots « dès que cette ordonnance le permet » par ce qui suit : « , à moins d'une ordonnance contraire, dès l'expiration de la période minimale d'interdiction absolue visée au Code criminel ».

« 1.3. L'article 76.1.9 de ce code est modifié par le remplacement des mots « la Fédération québécoise des centres de réadaptation pour personnes alcooliques et autres toxicomanes » par les mots « l'Association des centres de réadaptation en dépendance du Québec ». ».

Rekel

Justification de l'amendement

L'amendement proposé introduit en premier lieu l'article 1.1 corrigeant une omission de la *Loi modifiant la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport et d'autres dispositions législatives* (2009, c. 48) qui, après avoir supprimé le deuxième alinéa de l'article 31.1 du *Code de la sécurité routière*, n'apportait aucune mesure de concordance à l'article 59 de ce code.

Cet amendement modifie d'autre part l'article 76.1.1 du *Code de la sécurité routière* afin de tenir compte que l'autorisation de conduire pendant l'interdiction prononcée par le tribunal à la suite d'une infraction liée à l'alcool n'est habituellement pas fixée dans l'ordonnance du juge mais en vertu du Code criminel.

Enfin, cet amendement modifie l'article 76.1.9 du *Code de la sécurité routière* afin de remplacer le nom de l'organisme qui y est mentionné, soit la Fédération québécoise des centres de réadaptation pour personnes alcooliques et autres toxicomanes, par le nouveau nom de cet organisme qui est l'Association des centres de réadaptation en dépendance du Québec.

Adopté

Am ~~X~~m
Art. 18

PROJET DE LOI 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

AMENDEMENT

ARTICLE 18 (328.3 CSR)

Au deuxième alinéa de l'article 328.3 proposé par l'article 18, supprimer ce qui suit : « , troisième ».

Adopté
ll
Retard
DN

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Amst n
Art 23
(422.2)

AMENDEMENT

ARTICLE 23 (422.2 CSR)

À l'article 422.2 proposé par l'article 23 :

1° *supprimer ce qui suit* : « pour une période de 30 jours »;

2° *remplacer les mots* « auprès de la Société après avoir établi de façon prépondérante » *par les mots* « d'un juge de la Cour du Québec exerçant en matière civile après avoir établi ».

Justification de l'amendement

Le premier amendement à l'article 422.2 proposé par l'article 23 du projet de loi permet de demander la levée de la suspension du permis sans égard à sa durée, qu'elle soit de 7 jours ou de 30 jours.

Le deuxième amendement prévoit que la demande de levée de la suspension peut se faire devant un juge de la Cour du Québec.

Adopté
mo
Retour
du

PROJET DE LOI N° 71

LOI MODIFIANT DE NOUVEAU LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Am 0
Art 51

AMENDEMENT

ARTICLE 51

Remplacer l'article 51 par le suivant :

« **51.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), à l'exception :

1° de l'article 45.3 qui entrera en vigueur le 17 janvier 2011;

2° des articles 21, 22, 24.1, 25, 26, 28, 29, 29.1, 36, 37 et 45 qui entreront en vigueur le (*indiquer ici la date qui suit de 30 jours celle de la sanction de la présente loi*);

3° de l'article 16 en ce qui concerne le paragraphe 2° et des articles 20, 24 en ce qui concerne l'article 434.0.1 du Code de la sécurité routière, 33 en ce qui concerne les paragraphes 1° et 3°, 33.1, 33.2, 34 et 35.1 qui entreront en vigueur le (*indiquer ici la date qui suit de 90 jours celle de la sanction de la présente loi*);

4° des articles 1.1.1, 1.2 en ce qui concerne le paragraphe 2°, 1.2.1 à 1.2.7, 1.3 en ce qui concerne le paragraphe 1°, 1.4, 1.5, 2.1 à 2.7, 3.0.1, 3.0.2, 3.1, 4, 4.1, 4.2, 5, 6, 6.1, 7, 8, 8.1, 10, 10.1, 10.2, 10.4, 10.5, 18, 19, 23, 23.1, 24 en ce qui concerne les articles 434.1 à 434.6 du Code de la sécurité routière, 27, 32, 35, 39.1, 44 en ce qui concerne le paragraphe 17° du premier alinéa et le cinquième alinéa de l'article 626 du Code de la sécurité routière, 45.7 à 45.9 et 47 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement. ».

Justification de l'amendement

Cet amendement propose des modifications à la disposition d'entrée en vigueur du projet de loi. Cette disposition prévoit faire entrer en vigueur les mesures du projet de loi à la date de la sanction à l'exception de celles qu'il est prévu de faire entrer en vigueur 30 ou 90 jours après la sanction ou à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.

Retour

Sama
Amj
10/5

Ajouter aux 3^e, 4^e et 5^e paragraphes de

l'article 5, après les mots "véhicule motorisé",
les mots "ou une bicyclette assistée".

l'amendement à

Sama
Amj
10/5

Projet de loi 71
Sous-amendement à l'article 5

Sanc
Am J
art. 5

Remplacer, dans les sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 3° et dans les sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 5° de l'article 202.4 du Code de la sécurité routière introduit par le paragraphe 2° de l'article 5, "égale ou supérieure à 50mg d'alcool par 100 ml de sang" par "égale ou supérieure à 50mg d'alcool par 100 ml de sang et ~~inférieure~~ à 80mg d'alcool par 100ml de sang".

Rejeté
AC

ANNEXE III

Liste des documents déposés

Liste des documents déposés

- Ministère des Transports. [Amendements suggérés par le groupe parlementaire formant le gouvernement au projet de loi n° 71 – Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives]. Non daté. Non paginé. Déposé le 6 décembre 2010. CTE-071
- Société de l'assurance automobile du Québec. *Nombre de conducteurs décédés, jumelés (fichiers SAAQ et Coroner) et ayant subi un test d'alcoolémie, selon le sexe et l'âge - 2004 à 2008*. Mars 2010. 1 f. Déposé le 6 décembre 2010. CTE-072
- Société de l'assurance automobile du Québec. *Nombre de nouveaux titulaires d'un permis de conduire selon le sexe et l'âge, de 2004 à 2009*. Non daté. 1 f. Déposé le 6 décembre 2010. CTE-073
- Société de l'assurance automobile du Québec. [Tableau illustrant le nombre de décès ainsi que de blessés graves et légers, en zones de travaux]. Non daté. 1 f. Déposé le 7 décembre 2010. CTE-074